



REPUBLIQUE DU BENIN  
FRATERNITE JUSTICE TRAVAIL



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA  
RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESHS)

\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*

UNIVERSITE D'ABOMEY CALAVI (UAC)

\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)

\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*

MEMOIRE DE LICENCE PROFESSIONNELLE

PREMIER CYCLE

OPTION : ECONOMIE

FILIERE : Economie Appliquée

THEME

**ANALYSE DES SERVICES FINANCIERS DES IMF :  
CAS DE L'EPARGNE A LA CLCAM BOHICON**

**REALISE PAR**

**AÏCLOUNON Epiphane**

**&**

**AGBIDINOUKOUN Prudence D.**

**SOUS LA DIRECTION DE :**

**MAITRE DE STAGE**

**DONVIDE Thierry**

**Responsable de la CLCAM Bohicon**

**MAITRE DE MEMOIRE**

**Dr ADANGUIDI Jean**

**Enseignant à la FASEG**

**PROMOTION : 2015-2016**

## **AVERTISSEMENT**

**La faculté des sciences Economiques et de Gestion de l'université d'Abomey-Calavi n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs**

## **DEDICACE 1**

Je dédie ce mémoire :

- ✓ A mon père AÏCLOUNON Delphin
- ✓ A ma mère AGBOHOUNDE Béatrice

**AÏCLOUNON Epiphane**

## **DEDICACE 2**

Je dédie ce mémoire :

- ✓ A mon feu père AGBIDINOUKOUN Robert
- ✓ A ma mère HANGNILO Cécile

**AGBIDINOUKOUN Prudence Dieudonné**

## REMERCIEMENTS

Au terme de notre travail, nous tenons à témoigner nos sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribués de prêt ou de loin à la réalisation de ce document.

Ainsi nos remerciement vont à l'endroit de :

- ✓ Professeur, Charlemagne Babatoundé IGUE, Doyen de la faculté des Sciences Economiques et de Gestion
- ✓ Docteur ADANGUIDI Jean, notre maître mémoire pour son assistance et son encadrement
- ✓ monsieur DONVIDE Thierry, responsable de point de service de Bohicon de la CLCAM Bohicon pour avoir accepté nous encadrer
- ✓ Tous les enseignements de la FASEG
- ✓ Tous les personnels de la CLCAM Bohicon
- ✓ A tous mes frères et sœurs pour leurs divers soutiens
- ✓ A tous ceux qui ont chargés d'apprécier ce travail en particulier aux honorables membres du jury.

## **LISTE DES TABLEAUX**

<b>Tableau I :</b> Répartition DTR et le nombre de guichet sur le territoire national ....	.8
<b>Tableau II:</b> Présentation de l'évolution des dépôts de 2013 à 2015.....	43
<b>Tableau III:</b> Répartition des clients par type de compte .....	44
<b>Tableau IV:</b> La répartition des clients par secteur d'activité .....	45
<b>Tableau V:</b> Présentation de la situation nette de la structure .....	46

## LISTE DES GRAPHIQUES

<b>Graphique 1:</b> Evolution des dépôts collectés de 2012 à 2014 .....	43
<b>Graphique 2:</b> Répartition détaillée des clients par type de comptes .....	44
<b>Graphique 3:</b> Répartitions graphiques des clients par secteur d'activité ....	45
<b>Graphique 4:</b> Présentation graphique de la situation nette de la structure...	46

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>AG</b>	: Assemblée Générale
<b>BM</b>	: Banque Mondiale
<b>BEPC</b>	: Brevet d'Etude du Premier Cycle
<b>BUPDOS-ONG</b>	: Budget des Projets de Développement et des Œuvres Sociales
<b>CA</b>	: Le conseil d'administration
<b>CDD</b>	: contrat à durée déterminée
<b>CDI</b>	: contrat à durée indéterminée
<b>CLCAM</b>	: caisse locale de crédit agricole mutuel
<b>COOPEC-BENIN</b>	: Coopérative d'Epargne et de Crédit des Assemblés de Dieu
<b>DAT</b>	: dépôt à terme
<b>DAV</b>	: dépôt à vue
<b>DG</b>	: Directeur Général
<b>EA</b>	: Economie Appliquée
<b>EB</b>	: Epargne Bloquée
<b>EEAD</b>	: Eglise Evangélique des Assemblés de Dieu EL : Epargne sur livret
<b>FASEG</b>	: Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
<b>FECECAM</b>	: Faîtière des Caisses d'Epargnes et de Crédit Agricole Mutuel
<b>IMF</b>	: Institution de Microfinance
<b>IMC</b>	: Institution de Microcrédit
<b>INSAE</b>	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
<b>LMD</b>	: Licence Master Doctorat
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>SFD</b>	: Système Financier décentralisé
<b>UAC</b>	: Université d'Abomey- Calavi
<b>UNACREP</b>	: Union. Nationale des Caisses d'Epargnes et de Crédit Agricole Mutuel

## SOMMAIRE

CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE .....	4
SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL .....	5
PARAGRAPHE 1 : Présentation générale de la structure.....	5
PARAGRAPHE 2 : Lieux de déroulement du stage et les difficultés rencontrées .....	15
SECTION 2: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE.....	18
Paragraphe 1 Cadre théorique .....	18
Paragraphe 2 Cadre méthodologique.....	21
Paragraphe 3 Méthodologie de recherche .....	38
CHAPITRE II : PRESENTATION DES DONNEES DE L'ETUDE, ANALYSE DES RESULTATS ET RECOMMANDATION .....	41
SECTION 1 : PRESENTATION DES RESULTATS.....	42
Paragraphe 1. Présentation des résultats issus de l'entretien avec le personnel .....	42
Paragraphe 2: Présentation des résultats issus de la consultation des rapports d'activités.....	43
SECTION 2 : ANALYSES DES RESULTATS ET SUGGESTION .....	47
Paragraphe 1 : Vérification des hypothèses .....	47
Paragraphe 2: Recommandation.....	48
CONCLUSION.....	49
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	51
ANNEXES 1 .....	x
TABLE DES MATIERES .....	xvi

## **RESUME**

La présente étude a permis d'analyser les services financiers des IMF. Elle a permis d'évaluer les secteurs d'activité qui mobilisent plus d'épargne dans les IMF et faire ressortir les politiques à adopter afin d'inciter les autres secteurs à la mobilisation de l'épargne. Pour cela nous nous sommes appuyés sur deux objectifs spécifiques qui sont : Analyser les différents produits de la CLCAM BOHICON et évaluer le niveau d'épargne enregistré par secteur d'activité de 2013 à 2015. Un essai d'analyse descriptive a été réalisé. Au terme de nos analyses, il ressort que la CLCAM BOHICON dispose des produits répondants à la satisfaction de ces clients et que le secteur tertiaire participe plus à la mobilisation de l'épargne. Le principal enseignement tiré de ce travail, est que l'épargne est un moteur de développement dans tout pays et doit être encouragée par les politiques. Il convient de souligner que l'épargne ne participera en rien au développement si elle ne finance pas les demandes de crédit afin de favoriser l'investissement. Cependant quelques suggestion sont formulées pour rendre plus performant les politiques de mobilisation et de financement de la CLCAM BOHICON. Il s'agit d'accorder une plus grande priorité à l'épargne toute en créant de meilleures conditions de remboursement de crédit aux clients.



**INTRODUCTION**

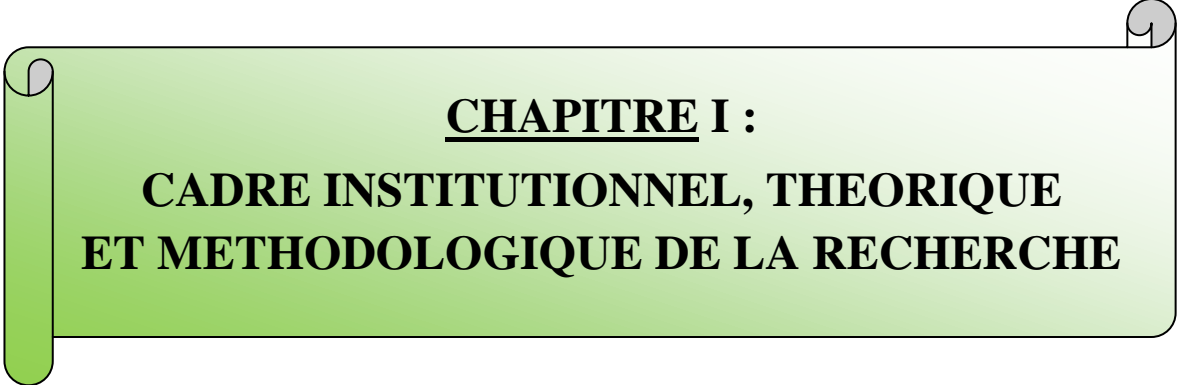
Depuis quelques années, le Bénin comme les autres pays du sud de Sahara dont les besoins en financement sont les plus importants et où la morosité économique compromet le développement. C'est dans le but d'assurer le bien-être de leur population que les dirigeants de ces pays, au lendemain des indépendances, ont optés pour la création des banques commerciales de développement et des caisses nationales de crédit agricoles. Ces banques ont très tôt relevé leurs limites face aux espoirs suscités en raison notamment de l'inadéquation de leurs limites politiques de mise en place de crédit par rapport aux besoins des bénéficiaires.

Les IMF constituent une approche de développement économique née pour combler les lacunes des institutions du système financier classique et de ce fait s'intéresse spécifiquement aux hommes et aux femmes à faible revenu. De plus en plus croissant, ce secteur occupe une place importante dans les politique économique, ces dernières années, ou l'on peut compter jusqu'à nos jours plus de 700 IMF au Bénin dont la plupart sont des ONG à but non lucratif. Ces IMF sont constituées de divers portefeuilles des activités qui leur permettent d'offrir aux clients, des produits de leur choix

Même si ces institutions connaissent une forte expansion et ont développées des divers produits financiers pour leurs clients, elle ne demeure pas moins fragile du point de vu organisationnel, institutionnel et financier. En effet : elles ne jouissent donc pas d'une stabilité certaine. Cette institution amène les clients à choisir des produits à moindre risque au détriment des autres produits. Mais au-delà même de la question de viabilité, se pose le problème de ces institutions particulières, qui sans être une véritable banque exercent pratiquement les fonctions de base classique.

Les IMF sont devenus une composante importante du système financier béninois en raison de la masse monétaire qu'elles brassent et la taille de leur clientèle issue de toutes les couches sociales. Elles jouent le rôle d'intermédiation entre les agents à capacité de financement et les agents à besoin de financement

en collectant au près des premiers leur épargne qu'elle alloue sous forme de crédit aux second. De ce fait elles ont l'obligation de bien géré leur portefeuille épargne et d'améliorer les produit qu'elles mettent à la disposition des déposants.



**CHAPITRE I :**  
**CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE  
ET METHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE**

Dans le chapitre nous présenterons dans un premier temps le contexte académique du stage, son déroulement, les difficultés rencontrées, l'historique de la CLCAM Bohicon, ainsi que ces activités et dans un second temps nous présenterons le cadre théorique et méthodologique.

## **SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL**

Dans cette section il s'agira de faire la présentation de la CLCAM qui portera sur l'historique, la structure organisationnelle, la mission, la vision et les Objectifs.

### **PARAGRAPHE 1 : Présentation générale de la structure**

#### **I- HISTORIQUE**

##### **I-1- Historique du réseau FECECAM**

Le Réseau des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel du Bénin est une institution de micro finance dont le but essentiel est d'œuvrer pour la promotion du monde rural, périurbain et urbain à travers l'amélioration des conditions de vie des populations à la base et la lutte contre la pauvreté par la mobilisation de l'épargne et l'octroi de micro crédits à ses membres. CLCAM BOHICON

##### **I-2- Historique de la CLCAM BOHICON**

La CLCAM BOHICON, une institution de micro finance, est une personne morale dotée de personnalité juridique fondée sur les principes de solidarité d'union et d'entraide mutuelle à capital variable sans but lucratif qui a pour objectif de collecter l'épargne de leur membre pour octroyer de crédit. Créée le 12 Mai 1993 suite à une Assemblée Générale constitutive, la gestion de la CLCAM BOHICON est assurée par un conseil d'administration composé de neuf (09) membres sociétaires, un comité de crédit de cinq (05) membres et un conseil de surveillance de cinq (05) membres également. Ces organes de gestion et de contrôle sont appuyés par une équipe technique composée de quarante (40) salariés dirigés par un Directeur de Caisse. Soucieux du besoin de la population

de BOHICON et dans le but de mieux se rapprocher d'une cible commerciale beaucoup plus attrayante, les acteurs du réseau des CLCAM ont décidé de créer La CLCAM BOHICON qui était située à l'entrée de la ville de BOHICON dans ces propres locaux. Mais Compte tenu de la réhabilitation de la ville de BOHICON, elle a été déménagée et est actuellement dans les locaux loués à Fila (BOHICON).

## **II- VISION**

Le réseau des CLCAM vise à travers ses nombreuses activités et produits disponibles, à sortir la population béninoise de la précarité. Ainsi la collecte de l'épargne, l'octroi de micro crédits concourent dans une large proportion à donner une impulsion aux activités génératrices de revenus dans notre pays. Il vise le réseau leader de référence au Bénin et dans la sous-région pour le développement socio-économique à la base.

## **III- MISSION**

La mission principale des réseaux CLCAM (FECECAM) est de propulser et d'encadrer les populations à faibles revenus afin que ces derniers réalisent leur indépendance financière et assurent aussi la sécurité de leurs avoirs. Ils organisent et offrent donc de ce fait un service financier à la base afin de promouvoir le développement local tout en assurant la pérennité du réseau.

## **IV- OBJECTIFS**

La CLCAM a pour objectif principal de collecter l'épargne de ses membres et de leur consentir des micros crédits. Ces objectifs sont entre autres:

- collecter et gérer l'épargne et les dépôts de fonds de ses membres et des usagers;
- consentir du crédit à court, moyen et long terme à ses membres;
- favoriser la solidarité et la coopération entre les membres ;
- promouvoir l'éducation économique, sociale et coopérative de ses membres ;

- acquérir, disposer et gérer les biens mobiliers et immobiliers ;
- entreprendre toute activité liée directement ou indirectement à son objet
- sous réserve de l'approbation préalable du Conseil d'Administration de la Faïtière ;
- accepter en dépôts les lignes de crédit destinées au financement de ses membres et d'organismes intervenant en milieu rural ;
- créer et gérer des fonds spécifiques notamment les fonds de garantie et autres fonds.

## **V- STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

Dans cette section, nous aurons à présenter l'organisation structurelle de la CLCAM.

La FECECAM-BENIN est un réseau mutualiste d'institutions coopératives d'épargne et de crédit à deux (02) niveaux, le réseau est régi par la Loi N° 97-027 du 08 Août 1997 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit. Il est organisé de la manière suivante :

- Les Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel (CLCAM);
- La Faïtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel

(FECECAM-BENIN).

**NB:** Il faut signaler que l'intervention de la faïtière à la base (CLCAM) se fait par délégation d'un certain nombre de pouvoir à un responsable appelé Chef Délégation Technique Régionale (C/DTR).

### **V-1 La FECECAM**

La Faïtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel du Bénin (FECECAM-BENIN) est le regroupement des CLCAM sur toute l'étendue du territoire national. Elle est dotée d'une personnalité morale. C'est une structure d'appui et de contrôle de l'ensemble des entités du réseau dont elle est la représentation nationale.

La FECECAM-BENIN regroupe sept (07) DTR-CLCAM et une antenne à savoir:

- la DTR-CLCAM Atacora- Donga;
- la DTR-CLCAM Atlantique – Littoral;
- la DTR-CLCAM Alibori;
- la DTR-CLCAM Borgou;
- la DTR-CLCAM Mono - Couffo;
- la DTR-CLCAM Ouémé - Plateau;
- la DTR-CLCAM Zou;
- et une antenne dans les collines.

Les DTR-CLCAM sont constituées par les CLCAM. Au 31 Décembre 2014, le Réseau FECECAM-BENIN est réparti comme suit :

**Tableau 1:** Répartition des DTR et le nombre de guichet sur le territoire National :

N° D'ordre	Régions	Nombre de DTR-CLCAM	Nombre de CLCAM
1	Atacora-Donga	1	4
2	Atlantique-Littoral	1	4
3	Alibori	1	4
4	Borgou	1	3
5	Mono-Couffo	1	4
6	Ouémé-Plateau	1	6
7	Zou	1	3
8	Antenne de Collines	1	5
<b>Total</b>		<b>8</b>	<b>33</b>

**Source : Prospectus de la FECECAM (fin 2014)**

## **V-2 La CLCAM**

La Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel (CLCAM) est une coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC) c'est-à-dire un regroupement de personnes physiques et/ou morales dotées de la personnalité morale, sans but lucratif et à capital variable, fondé sur les principes d'union, de solidarité et d'entraide mutuelle, et ayant principalement pour objet de collecter l'épargne de ses membres et de leur consentir des crédits. Les CLCAM sont installées dans les Arrondissements et Communes. Le réseau des CLCAM comptent à fin Décembre 2014 un sociétariat de 645000 membres pour une population béninoise d'environ 9000000 d'habitants. Suivant la nouvelle politique de reconfiguration, la DTR-O/P compte depuis fin Septembre 2011 six (06) CLCAM à savoir :

CLCAM de Porto-Novo, Houlènou, Trois « A », Plateau Sud, Plateau Nord et Vallée.

## **V-3 Le Fonctionnement de la CLCAM BOHICON**

### **1- Les Organes de Décisions**

#### **L'Assemblée Générale (AG)**

Elle est l'instance suprême de l'institution (CLCAM, DTR-CLCAM, FECECAM) et représente l'universalité des membres. Elle est aussi l'organe souverain composé de tous les sociétaires. Elle définit la politique générale, approuve les comptes, élit les organes de gestion et de contrôle de la structure.

#### **Le Conseil d'Administration (CA)**

Il veille au fonctionnement, à la bonne gestion de l'institution et rend compte à l'AG. Il est composé de sept à neuf (7 à 9) membres.

#### **Le Comité de Crédit (CC)**

Il est composé de cinq (5) membres et est chargé de la gestion des crédits.

## **Le Comité de Déontologie (CD)**

Il adopte les règles relatives à la protection des intérêts des membres et règle à l'amiable les conflits entre les organes de gestion des institutions du Réseau. Ils sont au nombre de trois(03).

### **2- L'équipe technique**

Notons qu'en dehors de ces organes de décision, la CLCAM Bohicon est appuyée par une équipe technique composée des salariés ayant à leur tête un directeur:

**Le Directeur de Caisse** : il est chargé d'exécuter les décisions prises par les organes de la caisse et d'assurer les opérations courantes. Il éclaire les élus dans leur prise de décision. Il a pour mission d'œuvrer afin que la caisse atteigne ses objectifs de la croissance fixée par le CA et de gérer quotidiennement et conformément aux dispositions des textes en vigueur dans le réseau ;

**Le comptable** : placé sous l'autorité du directeur le comptable est chargé de la gestion comptable de la caisse. Il veille au respect scrupuleux des procédures et des dispositions comptables de la CLCAM. Il réceptionne les pièces comptables, vérifie leur régularité et leur réalité avant de les enregistrer. Il doit signaler toutes les irrégularités et présomptions de malversations constatées. Il lui revient également de vérifier l'exactitude de tous les calculs d'intérêts de prêt. Il doit effectuer les travaux d'inventaire, élaborer les états financiers et appuyer le directeur dans l'établissement, le suivi et l'exécution du budget et du plan de développement ;

**Les agents de crédit** : ils sont au nombre de trois (03). Ils assistent le directeur dans les opérations d'octroi de crédit. Ils ont pour rôle d'aider les sociétaires à formuler leur demande de crédit. Ils étudient aussi les dossiers de crédits, établissent et avisent les pièces de décaissement et de remboursement des prêts. Ils doivent également engager, participer, suivre les actions de recouvrement, identifier les causes des impayés et proposer des mesures à prendre. Ils doivent enfin archiver dans l'ordre chronologique tous les documents de prêts utilisés ;

**Les caissiers:** ils sont au nombre de trois (03) et s'occupent des opérations de caisse et de trésorerie. Ils ont pour tâches d'accueillir et de servir la clientèle pour ses opérations de retraits et de versements, de procéder au paiement des chèques ou de facture de dépense de la caisse, de transmettre quotidiennement toutes les pièces comptables et les cartons de positions mouvementés dans la journée au directeur ;

**Les promoteurs du produit épargne planifiée :** ils sont chargés de développer et d'assurer la promotion et le suivi de ce produit;

**Les agents de recouvrement :** ils assistent le directeur dans sa mission et sont chargés de la récupération des impayés conformément aux procédures du réseau et aux dispositions légales en vigueur dans le réseau.

**Le gardien :** Il est chargé d'assurer l'entretien des locaux et la sécurité des biens de la structure.

### **3- L'Organe de Contrôle**

#### **Le Conseil de Surveillance (CS):**

Il est chargé de la surveillance, de la régularité des opérations et du contrôle de la gestion de l'institution. Les membres au nombre de cinq (5) sont élus en AG.

### **4- Les Organes d'Exécution**

#### **Le Directeur de CLCAM**

Le Directeur est chargé d'exécuter les décisions prises par les organes de la caisse des tâches et d'assurer les opérations courantes des membres et des usagers. Il coordonne les activités des guichets des CLCAM. Il éclaire les élus dans leur prise de décision.

#### **. Le Comité de délégation de la DTR-CLCAM:**

Il est à travers le Directeur chargé d'exécuter les décisions prises par les organes de la DTR-CLCAM et de coordonner les activités des CLCAM.

Il éclaire les élus dans leur prise de décision. Généralement, ce comité est composé du Directeur et des Chefs de services ;

### **Le Comité de Direction de la FECECAM-BENIN:**

Il est à travers le Secrétaire Exécutif chargé d'exécuter les décisions prises par les organes de la Fautière et de coordonner les activités de l'ensemble des entités du réseau au niveau national. Il éclaire les élus dans leur prise de décision. A ce niveau, le comité est composé du Secrétaire Exécutif et des Chefs départements.

## **VI- Les Activités et Produits de la CLCAM BOHICON**

Le réseau CLCAM offre à sa clientèle une gamme variée de produits.

### **VI-1- Les produits classiques**

#### **1- Produits d'épargne**

On peut citer :

- **Les comptes d'épargne sur livret** : Ils enregistrent des versements et des retraits de la clientèle et sont porteurs d'intérêts créditeurs. Depuis Janvier 2014 les titulaires de ces comptes sont assujettis au paiement des frais de tenue de compte d'un montant de 6000F CFA l'an.
- **Les comptes courants** : Ils fonctionnent aussi bien pour les opérations de retrait que de versement de la clientèle. Ils sont destinés aux entreprises, sociétés commerciales et aux commerçants. Ils sont soumis au prélèvement des frais de tenue de compte.
- **Les dépôts à terme** : ce sont les dépôts bloqués pour une durée d'au moins trois mois suivant un contrat. La rémunération est fonction de la durée et du montant du dépôt.
- **Les dépôts divers à vue** : fonctionnent essentiellement pour faire transiter les débloqués et les remboursements de crédits. Ils sont destinés aux individus surtout aux fonctionnaires pour faire transiter leurs salaires. Ils sont aussi soumis au prélèvement des frais de tenue de compte. Ils sont de

moins en moins utilisés aujourd'hui à cause des documents simplifiés de gestion de crédit

- **Le dépôt à terme patriote:** est un produit de dépôt à terme proposé par les CLCAM à leur clientèle potentielle afin de collecter les ressources locales stables pour le développement du crédit à moyen terme. Il est un dépôt à terme et à distance qui permet au client de faire ses retraits dans deux caisses : la caisse émettrice et la caisse bénéficiaire.
- **L'épargne planifiée:** est un système organisé de collecte de l'épargne au domicile, dans l'entreprise ou sur les lieux d'affaire de l'épargnant. Elle se déroule en deux phases : la première phase qui se déroule sur trois (03) mois consiste à habituer le souscripteur (l'épargnant) à une mise régulière de son choix, minimum 200F CFA par jour; la deuxième phase consiste à donner de crédit au souscripteur qui s'est bien comporté durant la première phase et qui entre temps a rempli les formalités d'adhésion et d'ouverture de compte ; le remboursement de ce crédit est assuré par la mise régulière que le souscripteur bénéficiaire continue de donner.
- **Le Plan Epargne Investissement :** C'est un produit de collecte d'épargne et d'octroi de crédit dont la finalité est de faciliter l'accès des sociétaires à des biens d'équipement à moindre coût et de permettre à la CLCAM de mener ses activités de crédit tout en limitant les risques d'impayés.

## 2- Produits de crédit

On peut citer :

- **Le Tout Petit Crédit aux Femmes :** il s'agit des prêts de 10.000 FCFA à 50.000 FCFA pour une durée de six (06) mois au taux de 2% le mois, aux femmes démunies ne remplissant pas les conditions générales d'accès au crédit.
- **Les Crédits à courts termes ordinaires** sont des prêts de durée comprise entre 1 et 12 mois et de montant compris entre 10.000 et 5.000.000 FCFA accordés aux membres remplissant les conditions d'accès au crédit. Les

activités financées sont diverses et variées à l'exception de celles illicites. Ces prêts peuvent être remboursés en une seule échéance ou en plusieurs échéances mensuelles, bimestrielles, trimestrielles, ou semestrielles.

- **Les crédits à moyen terme** sont des prêts de durée comprise entre un (1) et trois (3) ans accordés aux sociétaires remplissant les autres conditions d'octroi de crédit. Compte tenu de nature très court terme des dépôts collectés par les CLCAM, ces prêts sont accordés sur des lignes de crédit extérieures. Les objets financés sont l'outillage agricole, les paires de bœufs, l'équipement de culture attelé et les équipements de production ou de transformation et l'habitat rural qui tend à être délaissé.
- **Le Crédit Epargne avec Education (CEE)**: c'est un crédit qui s'adresse aux femmes ayant des enfants à bas âge et démunies vivant en milieu rural ou périurbain et qui allie à la fois la mise en place de micro crédit, l'épargne volontaire et l'éducation en santé, en nutrition, en planning familial et en gestion de l'entreprise. Le montant des crédits varie de 10.000 FCFA à 30.000 FCFA au taux de 2% le mois.
- **Les Crédits Epargne Planifiée** : ce sont des crédits accordés aux personnes physiques ou morales exerçant une activité génératrice de revenus ; donc à des personnes économiquement actives en milieu urbain et périurbain dont le montant ne saurait être supérieur à 5.000.000 FCFA.
- **Le Crédit à l'Agriculture à l'Elevage et à la Pêche (CAEP)**: c'est un produit reçu pour la mise en place des cultures, entretien, récolte, équipement, élevage et pêche. Ce produit permet au réseau d'être le leader dans le financement de l'agriculture surtout le coton.
- **Les Crédits d'Achats de Produits et leur Stockage (CAPS)**: c'est un produit conçu pour le commerce de produits tropicaux, vivriers et autres.
- **La facilité sur épargne planifié**
- **Les crédits de préfinancement des marchés**
- **Les crédits aux Micro entrepreneurs**

- **Les crédits aux salariés**
- **Les crédits aux groupes**
- **Les crédits sociaux**
- **Le warrantage**
- **Les crédits aux groupements**
- **Refinancement des IMF**

## **VI-2- Les autres produits**

En matière d'autres services, on peut citer :

- Les virements bancaires ;
- Les transferts de fonds : WESTERN UNION, Instant Money Transfert (IMT)
- Les engagements par signature (Les cautions aux entreprises ...) ;
- Les conseils en gestion (au déblocage des crédits aux individus etc.) ;
- La formation des bénéficiaires de crédit avant déblocage ;
- Le Régime de Prévoyance de Crédit (RPC).

## **PARAGRAPHE 2 : Lieux de déroulement du stage et les difficultés rencontrées**

### **Déroulement du stage**

#### **I-1- Travaux effectués**

En notre qualité de stagiaire à la CLCAM BOHICON, nous avons eu à effectuer des travaux dans plusieurs services :

#### **LE SERVICE GUICHET**

Service principal réceptionnant toute personne désireuse de souscrire à l'un des services ou produits de la CLCAM.

A ce niveau nous avons aidé d'une part le guichetier dans la mise à jour des livrets d'épargne en tenant compte de la nature de l'opération que le client désire effectuer. L'enregistrement de ladite opération dans l'ordinateur se fait immédiatement grâce au logiciel SAF (Système d'Automatisation Financière).

Ensuite les livrets sont transmis au caissier qui se chargera du retrait ou de l'encaissement des fonds. Nous avons procédé également à plusieurs ouvertures de compte. D'autre part nous avons assisté la chargée d'IMT (Instant Money transfert) dans le remplissage des fiches d'envoi et de retrait sans pouvoir effectuer le transfert car la manipulation du terminal est conditionnée par un code auquel les stagiaires n'ont pas accès.

### **LE SERVICE COMPTABILITE**

- Au niveau de ce service nous avons contribué :
- A l'enregistrement des pièces comptables
- A l'établissement et au contrôle des bordereaux d'impression
- Au traitement des pièces comptables (dépouillement, imputation et enregistrement)
- A la collecte et au traitement des informations financière.
- Au collationnement (vérification et éventuellement la correction des erreurs à partir des écritures enregistrées au brouillard et des pièces comptables concernées),
- A la transmission des pièces comptables et caisses,
- A la classification des pièces journalières dans le chrono,
- A l'établissement des bon d'entrer et bon de sortir.

### **LE SERVICE CREDIT**

Au niveau de ce service nous avons eu à monter les dossiers de crédits. Le montage des dossiers représente une étape essentielle pour les SFD car un dossier mal monté est rejeté pour être reconstitué. Pour cela, le client nous fournit plusieurs renseignements le concernant et des renseignements relatifs à son entreprise. Cette phase est subdivisée en deux parties :

### **L'entretien**

Au cours de cette phase, nous inscrivons les programmes fournis par le client sur le montage des dossiers de crédit. Ces renseignements sont :

- L'identification du client
- L'identification de son entreprise
- L'expression de besoin de crédit
- L'historique et l'expression du demandeur en crédit
- Les garanties

### **L'analyse**

Après l'entretien, nous procédions à l'analyse financière du dossier. Ici, nous identifions deux sources distinctes et indépendantes de remboursement chez l'emprunteur : le revenu de l'activité puis la vente d'un actif du patrimoine.

## **I-2- Les observations de stage**

Au cours des deux mois de stage effectués à la CLCAM, nous avons eu faire certaines observations qui sont :

Affluence au niveau du guichet au début et à la fin de la semaine ;

- ✓ Longue attente des clients ;
- ✓ Non sécurisation des documents comptables ;
- ✓ Insuffisance de guichet ;
- ✓ Manque du personnel pour mieux gérer la clientèle en temps d'affluence ;
- ✓ Lourdeur administrative ;

### **Difficultés rencontrées**

Malgré que notre stage se soit déroulé dans une bonne ambiance, notre étude n'a pas été sans difficultés au nombre desquelles on peut citer :

- l'abondance des activités de la CLCAM qui a ralenti la rédaction de notre rapport de stage car tout le monde était occupé aux différents postes ;

- la difficulté d'accès à certains documents administratifs, statistiques et comptables susceptibles de nous fournir certaines informations sur la manière dont certains clients ont obtenu leur crédit ; - la négligence et le non suivi des stagiaires.

Toutefois, il faut souligner que la plupart de ces difficultés ci-dessus citées ont été surmontées grâce à notre persévérance, notre détermination et surtout grâce aux conseils de notre maître de rapport de stage.

## **SECTION 2: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE**

Cette section est consacré à la présentation du cadre théorique et à notre méthodologique de recherche.

### **Paragraphe 1 Cadre théorique**

#### **PROBLEMATIQUE**

La mobilisation de l'épargne au Bénin, et plus généralement dans l'ensemble des pays en développement, fait partie des préoccupations des institutions internationales, des banques, des universitaires, etc.....Elle est devenue pour tous un des éléments majeurs des stratégies de développement à mener dans les années à venir. Dans l'activité économique, elle est indispensable aux financements des moyens de production supplémentaires, eux-mêmes créateurs de revenus.

Pour les néoclassiques, l'épargne est l'élément premier avant l'investissement, elle donne lieu à des investissements qui sont financés par la monnaie exogène.

Ces investissements vont augmenter la capacité de production des entreprises et également le progrès technique qui constitue un facteur majeur de la croissance, comme l'ont dit Schumpeter et **Kondratieff (1923)** dans leur théorie des « cycles de la croissance », ces investissements vont permettre aux entreprises d'atteindre de nouveaux marchés en établissant une offre

appropriée. Les entreprises sont ainsi plus aptes à faire face à la concurrence. L'épargne génère donc l'offre. Or, pour les classiques, la demande dépend de l'offre. Les investissements entraînent une augmentation des embauches, ainsi qu'une hausse des revenus, qui va à son tour entraîner une augmentation de la demande, une hausse de la consommation. L'épargne est donc origine de la croissance puisqu'elle influe positivement sur le progrès technique, l'offre et la demande. Et ce, car pour les classiques, l'offre crée sa propre demande.

Au cours des dernières années le Bénin dans sa perspective de réduction de la pauvreté a créé des conditions favorables à la création et à la prospection des institutions de microfinances (IMF) afin de collecter des fonds nécessaires aux financements des crédits de la population exclue du système bancaire et aux financements des investissements des entreprises.

Selon un rapport élaboré par le conseil d'Analyse Economique(2011) sur « L'économie béninoise (2006-2010) », au Bénin, le secteur de la micro finance a connu une forte croissance au cours des dernières années. La clientèle estimée à 325 703 en 1999, est passée à 740 712 en 2007 soit un accroissement de 124,4%. Cette situation s'explique par la forte demande de services financiers exprimée par des micro-entrepreneurs exclus du système bancaire béninois dont la majorité exerce leurs activités dans l'informel.

La CLCAM /BENIN en vue de compléter ces actions étatiques s'est assignée la mission principale de mobiliser l'épargne et d'octroyer de crédit aux micro-entreprises exclues du système de financement classique. Pour (Yunus, 1996) « dans certains cas, l'objectif des structures de financement décentralisées est d'atteindre les plus vulnérables d'une zone considérée ». L'exécution de la mission se traduit par les produits qu'elle offre à la population, la conception des types de compte est donc une phase très importante dans le processus de la mobilisation de l'épargne. Ainsi elle a la possibilité d'ouvrir des comptes comme le dépôt à vue(DAV), L'épargne sur livret (EL), l'épargne bloquée (EB), le dépôt à terme (DAT).

En outre, les principaux problèmes auxquels sont confrontés les IMF sont plus souvent le problème de fermeture volontaire de certains types de comptes au détriment d'autre ou involontaire c'est-à-dire par la structure elle-même : lorsque le client ne dispose plus d'un minimum exigible sur son compte. Selon (Bainville, 1925), « l'épargne est l'origine du capital comme elle est la justification morale du capitalisme, puisqu'elle représente une privation, un effort et même un sacrifice. car celui qui ne consomme pas tout ce qu'il a gagné pense aux autres au lieu de penser à lui-même. Il pense à ses enfants, à ses successeur, Il pense, sans le savoir à tout le monde. Il n'y a eu de civilisation qu'à partir du jour où des hommes, au lieu de manger tout le gibier de leur chasse et de se graver, ont fumé ou salé de la viande, ce qui a permis au tribu de se livrer à d'autre travaux ». L'épargne est donc un facteur déterminant de croissances dans les pays en développement (PED)

Dès lors, la prise en compte la mobilisation de l'épargne dans les stratégies de développement, notamment par les IMF devrait présenter des avantages décisifs tant au niveau de ces institutions qu'au niveau nationale mais dans les PED, un faible taux d'épargne est généralement enregistrée. Cette situation s'explique par le faible revenu dont dispose les ménages. En conséquence les IMF se trouvent dans l'incapacité de satisfaire toutes les demandes d'octrois de crédit, il faut donc s'interroger sur l'efficacité des techniques de mobilisation utilisées par les IMF, et les stratégies à adoptées pour une mobilisation jugée satisfaisantes. C'est ce qui font l'intérêt du choix de notre thème qui s'intitule « analyse des services financiers des IMF : car de l'épargne dans CLCAM BOHICON.

Au niveau des IMF, quel sont les secteurs d'activité qui mobilisent plus d'épargne et quelles politiques à adopter afin d'incité les autres secteurs à la mobilisation ?

## **OBJECTIFS ET HYPOTHESE**

### **❖ Objectifs**

L'objectif de notre étude est d'analyser les déterminants de mobilisation de l'épargne à la CLCAM BOHICON. Cet objectif sera décomposé en deux objectifs spécifiques à savoir:

- Analyser l'évolution de l'épargne globale de la CLCAM BOHICON par rapport aux différents produits.
- Evaluer l'apport des secteurs à la mobilisation de l'épargne sur la période 2013/2015 le niveau d'épargne enregistré par le secteur d'activité de 2013 à 2015

### **❖ Hypothèses**

Les hypothèses suivant l'objet de notre étude :

**H<sub>1</sub>** : Les produits financiers de la CLCAM BOHICON entraînent un faible niveau d'épargne

**H<sub>2</sub>**: le secteur secondaire participe plus à la mobilisation de l'épargne à la CLCAM BOHICON.

## **Paragraphe 2 Cadre méthodologique**

### **REVUE DE LITTERATURE**

Elle consiste dans un premier temps à la classification de quelques concepts puis dans un second temps à montrer comment les auteurs ont abordé le sujet et quel son leurs apports pour nous permettre de mieux cerner notre thème de recherche.

#### **A- Classification conceptuelle**

Afin de bien réussir la tâche qui est assignée dans l'étude de notre thème, nous devons essayer de classer quelques termes.

## **1- L'épargne**

Elle est une partie du revenu qui pendant une période donnée n'est pas consommée:

Elle n'est pas détruite immédiatement par une dépense de consommation et peut être conservé sous forme de liquide, ou être réinvestir dans le circuit économique sous forme d'un placement ou d'un investissement. Tous les agents économiques peuvent ou doivent épargner. C'est le fait des ménages, mais aussi des entreprises l'économie nationale (qui doit pour ce faire se ménager une balance des paiements courants excédentaire) ainsi que de l'état (problématique de excédant budgétaire). La notion d'épargne cache des discordes théorique relative au déterminant de l'épargne, aux conséquences de l'épargne sur l'économie globale et même aux différentes façons de mesurer.

## **2- Finance**

Etymologiquement, le mot « finance » vient du latin finis qui signifie « le terme ». En française du 13<sup>ème</sup> siècle le verbe « finer » veut d'abord dire « finir une transaction et donc payer ». Par la suite, le mot évolue pour désigner des « ressources financières » et à partir du 14<sup>ème</sup> siècle des « affaire d'argent ».

La finance recouvre un domaine d'activité, celui du financement qui consiste à fournir l'argent nécessaire à la réalisation d'une opération économique. Ce domaine concerne aussi bien des individus, les ménages que les entreprises publiques ou privées, mais aussi les Etats.

## **3- Service financier**

C'est un secteur économique qui regroupe toutes les activités qui se rapportent à la finance

Il comprend en particulier le secteur bancaire et celui de l'assurance au point d'être parfois désigné par « secteur Banque assurance ». Aux Etats-Unis il est plus important qu'ailleurs. Il regroupe les différentes activités des

établissements de crédit, dont les Banque font partie. Ce secteur est présent dans tous les pays du monde

#### **4- La microfinance**

Elle désigne l'offre de produit et service financier aux populations vulnérables, exclue du système financier traditionnel. Si le microcrédit est la dimension la plus connue de la microfinance, celle-ci comporte toutefois une vaste gamme de produit et service, aussi indispensable que le compte, aussi indispensable que le compte courant, l'épargne, les transferts de fonds, ainsi que l'assurance.

#### **5- Institution de microfinance (IMF)**

Il existe toutes sorte d'institution de microfinance (IMF) qui se distinguent par leur taille, leur ancienneté, leur statut, leur stratégie, ou encore leur moyens. Au cœur du système, la fiabilité de leur organisation est déterminante du bon déroulement des opérations.

Tout d'abord pas de microcrédit sans IMF, que l'on peut définir comme des organisations dédiées à l'offre des presque exclusive des services financiers de proximité, afin de promouvoir l'activité économique des populations à faible revenus, qui n'ont généralement pas accès au secteur bancaire formel.

Par son organisation, l'IMF permet de délivrer aux clients des services de qualité viable sur le long terme. Globalement, une IMF dispose d'un « siège » de direction dont dépendent des « agences de crédit » réparties sur un territoire les agents de crédit qui œuvrent dans ces agences, sont directement responsable de l'octroi des prêts, de leur remboursement, de la

Gestion de l'épargne et des autre produits offerts aux clients qu'ils auront auparavant sélectionnés un par un. Généralement très impliqués, connaisseurs des pratiques utiles à la création d'activité économiques, ils sont aussi un recours conseil précieux pour les emprunteurs.

## **6- Conceptions théoriques**

L'épargne des ménages a été, dès l'origine, au cœur de la pensée économique. Cette partir de notre revue résume l'essentiel des travaux effectués par ces derniers. Pour les classiques l'acte d'épargne et celui de consommation sont dissociés.

Pour Adam Smith comme pour David Ricardo (1817), les profits des entrepreneurs sont essentiellement réinvestir dans l'accumulation de capital, tandis que les salaires suffisent tout juste à donner aux ouvriers «les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution » (D. Ricardo, Des principes de l'économie politique et de l'impôt, 1817). Le niveau d'épargne dépend donc finalement des profits réalisés par les entrepreneurs et détermine le taux de croissance de l'économie. Pour Smith, il n'y a pas de limite à cette croissance : l'accumulation du capital permet d'augmenter la production par la division du travail, et ainsi de vendre sur des marchés plus larges, tout en réinvestissant les profits pour entretiens un cercle vertueux de croissance économique. Même si, à la même époque, Thomas Rebert Malthus envisageait déjà la possibilité d'un excès d'épargne, Ricardo considérait que seuls des excès sectoriels étaient possibles, et qu'ils se corrigeaient d'eux-mêmes car les secteurs faisant l'objet d'une accumulation de capital excessive engendraient des profits insuffisants conduisant

## **7- Les déterminants de l'épargne**

La question des déterminants acheminant l'épargne fait apparaître une différence fondamentale entre l'approche néoclassique et l'approche keynésienne des comportements économiques. Alors que pour les économistes néoclassiques, l'épargne est déterminée par le taux d'intérêt réel, pour Keynes et pour les économistes qui s'en réclament, l'épargne dépend uniquement du revenu, le taux d'intérêt ne déterminant que la forme de l'épargne (soit de l'épargne thésaurisée soit de d'épargne financière).

Pour les économistes néoclassiques, l'épargne censée être investie est une consommation différée dans le temps. L'épargne désigne donc tout comportement de renoncement à une consommation immédiate et ce, dans l'espoir d'obtenir un meilleur rendement futur et par suite une meilleure consommation future. « L'arbitrage entre consommation immédiate et consommation futur est donc déterminé par l'évolution prévisible du revenu durant la vie l'individu, par son degré de préférence pour le présent et par la le niveau du taux d'intérêt ».

Selon le raisonnement néoclassique, L'épargne précède la consommation. L'agent économique qui cherche à maximiser son utilité vérifie ce que peut lui rapporter l'épargne en fonction du niveau du taux d'intérêt. Si celui-ci est élevé, l'agent sera incité à épargner pour s'assurer des revenus plus importants dans l'avenir. Lorsque le taux d'intérêt est faible, l'agent a tendance à peu épargner : l'épargne ne lui rapportera que peu de revenus dans l'avenir. Pour Keynes, l'épargner dépendait directement du revenu courant disponible, c'est-à-dire du revenu après paiement des impôts directs, et la propension à 'épargner une partie du revenu courant disponible augmentait avec le revenu. Cette thèse, dénommée hypothèse, keynésienne sur le revenu absolu établit la relation suivante entre l'épargne et le revenu :

$$S = a + Y^d \quad (1)$$

Avec :

$Y^d$  = revenu courant disponible ;

$A$  = constant ( $a < 0$ ) ;

$S$  = propension marginale à épargner ( $0 < s < 1$ )

Le signe négatif affecté à la constante « a », entraîne une épargne négative lorsque le revenu est faible. Selon cette équation, lorsque dans un pays donné le

revenu est croissant, les taux d'épargne devraient également croître sur une longue période.

Cependant, les études temporelles de long terme de Kuznets (1948) menées sur les Etats-Unis entre 1869 et 1939 font apparaître une propension marginale à consommer constante dans le temps, qui ne décroît pas quand le revenu augmente, contrairement à la théorie de Keynes. Ainsi, la théorie de Keynes serait valable sur courte période mais pas sur longue période. Il va en résulter une abondante littérature.

A la suite de ces travaux innovateurs de Keynes, hypothèse (1957) émet l'hypothèse du revenu permanent. Cette hypothèse fait une distinction entre les composants permanent et transitoire du revenu comme déterminants de l'épargne du ménage.

Pour Friedman, la consommation et l'épargne ne dépendent pas du revenu courant, mais du revenu permanent. Le revenu permanent défini comme le revenu constant au cours du temps qui donne au ménage le même revenu actualisé que ses revenus futurs en termes prévision du revenu de long terme et d'un taux de consommation maintenu constant sur la période de vie étant donné le niveau actuel de richesse (Muradoglu et Taskin, 1996).

### Théorie de l'épargne selon Modigliani

L'économiste italien Franco M est l'un des tenants de la théorie de l'épargne qui relativise les déterminants mis en avant par les néoclassiques (le taux d'intérêt) ou les keynésiens (le revenu) au profit d'une explication par l'âge des individus, considération qui aboutit à distinguer deux grandes périodes dans le cycle de vie de l'individu : celle de la vie active où l'on a plutôt tendance à épargner, et celle - depuis la retraite jusqu'au décès - où la personne « désépargne ». Dans cette perspective, le taux moyen d'épargne d'une économie serait davantage conditionné par sa structure démographique. La compréhension de l'effort d'épargne doit être également complétée par la prise en compte des mécanismes

de constitution, d'héritage et de transmission des patrimoines créés, légués ou reçus par les personnes.

### **8- Epargne et effet de démonstration selon Duesenberry**

Il résulte du désir d'émulation sociale - selon l'effet de démonstration illustré par l'économiste Duesenberry que le montant d'épargne réalisé par une personne est influencé non seulement par le niveau absolu de son revenu, mais aussi par le rapport de son revenu au niveau

Supérieur de revenu des autres personnes avec lesquelles il vit : Au contact de biens supérieurs ou de niveaux plus élevés de consommation, de nouveaux désirs de consommation apparaissent chez les individus qui les conduisent à forcer leur consommation et par voie de conséquence à réduire leur effort d'épargne.

### **9- Déterminants de l'épargne domestique dans l'UEMOA**

Base du comportement passé des quantités en question. Cependant, pour des raisons de commodité, il serait plus édifiant de séparer les mesures directes de l'incertitude qui sont à la fois révélatrices et fonctionnelles. Suivant Juster et Watchtel (1972a) et Juster (1973), notre approche prend en compte deux types d'incertitude qui sont susceptibles d'affecter le comportement d'épargne.

Le premier type est le genre conventionnel d'incertitude liée au revenu. Si les consommateurs estiment que le revenu monétaire va chuter, leur réaction serait d'accumuler du cash par le biais d'une augmentation de l'épargne. Et si effectivement le revenu monétaire baisse, les coûts fixes des biens et services des dépenses de consommation pourraient entraîner une diminution effective de l'épargne. La représentation empirique de ces effets peut se faire en utilisant le taux de chômage pour mesurer le revenu monétaire qui est élevé ou faible par rapport au passé récent, et utiliser l'évolution du taux de chômage comme une mesure des changements dans le degré auquel les consommateurs rattachent l'incertitude au revenu monétaire futur. Ainsi, le chômage devrait avoir un

impact négatif sur l'épargne courante, puisqu'il représente un effet négatif du revenu transitoire, quoique le changement dans le taux de chômage pourrait avoir un impact positif sur l'épargne.

La seconde dimension, la moins conventionnelle et peut être la plus importante, de l'incertitude s'articule autour des effets de l'inflation sur l'épargne. Dans un article, Wachtel (1974) propose une classification intéressante de l'inflation des prix sur l'épargne : un effet d'illusion monétaire, un effet de substitution inter temporelle et un effet d'incertitude. Intéressons-nous présentement à un autre effet qui paraît relativement récent. Il est basé sur l'idée que l'accroissement

Grandissant du pessimisme à propos du futur entraîne des taux d'épargne plus élevés. Comme élaboré par Juster (1973), l'élément clé est la rigidité de la baisse du taux de salaire. Dans un monde où les taux d'inflation de salaire ne peuvent baisser, un taux d'inflation de prix nul implique que les changements dans les taux de salaires réels ne peuvent pas être négatifs. Par conséquent l'incertitude sur le changement dans le revenu réel et l'épargne est limitée à l'incertitude sur comment une augmentation substantielle des salaires peuvent se produire prochainement. Cependant, lorsque les prix augmentent, le revenu réel peut baisser si les salaires monétaires n'augmentent pas aussi rapidement.

Enfin Touny (2008) a analysé les déterminants de l'épargne domestique en Egypte de 1975 à 2006 en utilisant les techniques de co intégration. Il a trouvé à l'issue de ces travaux que le PIB par habitant agit significativement et positivement l'épargne domestique surtout dans le long terme. Le ratio du déficit budgétaire l'affecte négativement. Le développement financier mesuré le ratio M2/PIB, le taux d'intérêt et le taux d'inflation ont un effet positif et significatifs sur l'épargne domestique de l'Egypte, alors que le déficit du compte courant a un effet négatif et significatif dans le court et long terme.

Nous pouvons conclure à partir de la littérature théorique ci-dessus que les déterminants de la performance d'épargne sont multiples et variés à travers les

pays. La plupart des études empiriques ont mis l'accent sur l'effet significatif et négatif de l'épargne publique sur l'épargne privée conformément à la théorie d'effet d'éviction selon laquelle l'épargne publique tend à évincer l'épargne privée. De plus l'association positive et directe entre la croissance du taux du PIB, la croissance du PIB par habitant et l'épargne privée indique que ces variables représentent les déterminants les plus importants de l'épargne publique et privée. Le taux d'intérêt réel, le taux d'inflation et les termes de l'échange apparaissent avoir un effet ambigu sur les niveaux d'épargne. Par contre les facteurs démographiques tels que le ratio de dépendance, l'espérance de vie et le taux d'urbanisation semblent agir négativement sur les taux d'épargne ; reste à préciser que la significativité de ces variables est mitigée dans les études.

Cependant, en tenant compte des différences entre les conditions économiques, sociales • et démographiques des pays, nous ne pourrions pas affirmer avec certitude que ces facteurs lesquels avaient expliqué avec succès le comportement d'épargne dans un pays ou dans u groupe de pays seraient certainement appropriés ailleurs ; d'où l'intérêt de notre étude pour le: pays de la zone UEMOA. Certains facteurs peuvent être significatifs dans un cas, mais pas dans d'autres cas et il convient que ces facteurs soient soigneusement examinés en prenant en compte les caractéristiques de chaque cas.

Les différentes formes

\* **L'épargne classique**

L'argent épargné est placée sous forme :

- ❖ D'épargne dite « liquide », qui reste disponible sous forme liquide et immédiatement accessible. Historiquement en espèces (pièces, billets, or, ...), l'épargne liquide est de nos jours déposée en banque sur des comptes d'épargnes sur lesquels l'argent peut être déposé et retiré à tout moment :  
On parle alors d'encaisses de précaution, ou de thésaurisation ;

D'épargne investie, affectée à des plans d'épargnes, contrats d'assurance-vie, valeur mobilière, Plan d'épargne en actions ou investissements (dans des moyens de production, l'immobilier, etc.).

L'argent épargné dans une banque ou investi est généralement assorti d'un intérêt, c'est-à-dire un gain d'une certaine somme allouée à l'épargne qui varie selon le type de placement effectué, la fiscalité et le niveau de risque du placement.

**\* L'épargne collective**

Les cotisations sociales sont prélevées en vue de la retraite de base par la sécurité sociale. En l'absence ou en cas d'insuffisance de ce dispositif, les ménages sont contraints d'épargner davantage à titre individuel.

**\* L'épargne solidaire**

Trois possibilités s'ouvrent aux épargnants qui souhaitent faire fructifier leurs économies tout en soutenant l'accès à l'emploi et au logement pour des personnes en difficulté, ou des activités écologiques, ou l'entrepreneuriat dans les pays en développement :

Souscrire dans une banque ou une mutuelle d'assurance un produit de partage ou un produit d'investissement solidaire

Placer ces économies sur votre Plan d'épargne d'entreprise en souscrivant un Fonds solidaire.

Souscrire au capital d'une entreprise solidaire qui exerce une activité à forte utilité sociale et environnementale, non dé localisable et qui réinvestit la majorité de ses bénéfices dans la perspective de son développement.

**\* La collecte de l'épargne**

L'épargne privée peut être collectée de différentes manières et ainsi recevoir divers emplois

**\* Sous forme d'épargne liquide**

L'épargne est utilisée pour constituer des encaisses monétaires ou quasi-monétaires ou vers des emplois orientés à court-terme. Dans cette catégorie on relève :

Accroissement des dépôts bancaires à terme, des bons de caisse, ou de comptes spécifiques donnant lieu à la délivrance de livrets.

Accroissement des fonds gérés par les Caisses d'Épargne ou souscription aux bons de la Caisse nationale de Crédit Agricole

Souscription aux bons du Trésor selon des formules prévues pour les particuliers.

L'affectation de l'épargne à des emplois de court terme accroît le degré de liquidité de l'économie et peut éventuellement alimenter des tensions inflationnistes.

**\* Sous forme de placements sur le marché financier**

Ce type traditionnel d'épargne consiste à l'investir en valeurs mobilières à revenu fixe (obligations, OAT...) ou à revenu variable (actions...) émises par l'État ou des entreprises nationales ou étrangères.

**\* Sous l'orme d'épargne contractuelle**

Dans ce cadre, l'épargne est orientée vers des formules contractuelles d'assurance-vie, de fonds de pensions ou de retraites.

**Conceptions empiriques**

Le secteur tertiaire (commerce et services 79,18 %) est privilégié par rapport au secteur primaire (agriculture et élevage 16,4 %). L'artisanat et l'industrie reçoivent respectivement 3,7 % et 0,5 % des financements. Le secteur tertiaire, et notamment le commerce (72,9 %), est privilégié parce qu'il permet de dégager des marges importantes pour assurer les remboursements.

En résumé, Ceux qui croient que la « microfinance est un outil efficace de lutte contre la pauvreté » n'auraient pas tort si cet outil répondait effectivement à

ces besoins de services financiers des pauvres et vulnérables populations rurales. Puisque tel est rarement le cas, les incapacités qui s'ensuivent ne tolèrent aucune sortie de pauvreté pour ces populations. Par exemple, au sud-ouest du Bénin, I) les rentes foncières s'élèvent au tiers ou à la moitié de la production, payable en nature ou en espèce ; II) les engrais sont d'abord vendus aux commerçants par des agents corrompus du Ministère de l'Agriculture, puis revendus aux-agriculteurs à crédit au taux de 10 % le mois, alors que l'agriculture n'est pas aussi rentable ; III) pendant la période de soudure ou en cas de dépense imprévue (grave maladie, accidents, décès, etc.), certains paysans vendent les futures récoltes en prenant une avance chez les commerçants, ces contrats stipulent souvent que le prix de vente à terme sera la moitié du prix courant du produit ; IV) pour manque de liquidité pour payer les taxes ou assurer le transport, les produits sont vendus à domicile ou dans les champs à des prix qui garantissent de grosses marges de bénéfice pour les acheteurs.

Telles situations ne font qu'accroître les inégalités et bloquent toute stratégie de développement économique et social en milieu rural. Dans les régions où, au lieu de répondre aux besoins spécifiques des populations rurales, la Microfinance s'aligne derrière les spéculateurs sur les produits agricoles pour aspirer (sous forme de marges élevées qui rémunèrent les prêts accordés par les IMF) la valeur ajoutée créée par l'agriculture, elle ne peut garantir que le «sous-développement. Tels sont les enjeux autour de l'offre de services financiers des IMF au Bénin. Dans le 1 Document de Politique de Développement de la Microfinance les divers acteurs du secteur ont exprimé leur vision et leurs attentes, à savoir « une offre de services financiers pérenne et croissante aux populations pauvres, fournie par un système financier décentralisé viable et articulé au secteur bancaire afin de promouvoir le développement économique et la réduction de la pauvreté » (DPDM, 2007). Or l'accroissement de l'accès aux services financiers par les personnes pauvres ou exclues du secteur bancaire n'est pas simplement une question institutionnelle ou de disponibilité des

ressources. Elle exige également une adéquation des services financiers aux besoins des populations. De cette adéquation offre-besoins dépend la réalisation effective des objectifs des IMF. C'est pour cela que ce travail a été consacré à l'analyse des logiques, pratiques, comportements et contraintes des acteurs de la microfinance au Bénin.

### **Les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit (IMC).**

Elles sont organisées en systèmes coopératifs dans lesquels l'accent est mis sur la mobilisation de l'épargne des populations en vue de satisfaire les besoins de crédits des, membres. L'épargne préalable constitue la garantie du crédit. Comme le montre le tableau, les IMC constituent la forme d'organisation institutionnelle dominante de la microfinance au Bénin (en 2005, 80,2 % de la clientèle, 72,4 % des dépôts). Elles mobilisent par contre 28,8 % des I crédits, dû au fait qu'elles s'adressent en général à une clientèle rurale plus vulnérable que celle I des ICD (70,9 % des crédits), dont les besoins en crédits sont de faibles montants. Les plus importantes IMC au Bénin sont la Faîtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel (FECECAM, 151 caisses), l'Union Nationale des Caisses Rurales d'Epargne et de Prêt (UNACREP, 35 caisses) et le Réseau National des Caisses villageoises Autogérés (RENACA, 25 caisses). La FECECAM à elle seule mobilise 73,2 % de la clientèle, 76,4 % des dépôts et 37,1 % de l'encours de crédit du secteur (CMF, 2004). Mais depuis quelques années, les réseaux mutuels connaissent d'énormes difficultés de gouvernance amenant les autorités publiques à prendre des mesures nécessaires pour éviter leur faillite. Actuellement, la FECECAM expérimente un plan de redressement alors que l'UNACREP (anciennement FENACREP) est sous administration provisoire.

Elles regroupent les systèmes de financement qui privilégient le crédit comme activité centrale dans leurs opérations, sans le lier à la constitution d'une

épargne préalable. Certaines d'entre elles fonctionnent avec la logique du crédit solidaire, obligeant les candidats au crédit à s'organiser en groupes solidaires qui servent de caution à l'opération. Les ressources des ICD proviennent des lignes de crédit mises à disposition par les bailleurs de fonds ou fondations privées et les banques. Cette catégorie représente 19,3 % de la clientèle, 27,4 % des dépôts et 70,9 % des crédits du secteur en 2005. A titre d'exemple, on peut citer au Bénin le Programme d'Appui au Développement des Micro-Entreprises (PADME) promu par la Banque Mondiale, Vital Finance sous l'impulsion de la coopération américaine (USAID) et FINADEV qui est une société de microfinance du groupe Financial Bank-Bénin.

### **Institutions de Microfinance: comment gérer vos risques de crédits**

Les Institutions de Microfinance (IMF) ou Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) se sont données comme objectifs de contribuer au financement de la population à majorité pauvre et ne pouvant facilement bénéficier du financement émanant des banques classiques. L'adoption de cette cible par les IMF engendre tout de même de nombreux risques auxquels elles sont obligées de faire face, parmi lesquels le risque de crédit se présente comme le plus récurrent. Le risque de crédit pourrait se définir comme la probabilité pour une IMF de ne pas voir remboursés, les prêts qu'elle a octroyés à sa clientèle. Pour remédier à ce fléau qui gangrène ce secteur d'activité si déterminant pour notre économie, il conviendrait pour nos IMF, de désormais faire usage de certaines techniques de gestion des risques de crédits.

### **L'élaboration de manuel de procédures**

Afin de faciliter une éventuelle mission de contrôle interne, toute institution de microfinance devrait se doter d'un manuel de procédures administratives et comptables. Le manuel de procédures est un document qui définit les tâches de tous les acteurs de l'institution de microfinance. Il précise également les pouvoirs et obligations de chaque responsable, mais surtout expose de façon très détaillée, comment les décisions doivent être prises et

comment l'information doit circuler dans l'IMF. Lorsqu'un manuel de procédure est adopté en entreprise, tout employé qui ne l'applique pas scrupuleusement s'expose à de lourdes sanctions. Malheureusement, beaucoup d'IMF n'ont pas de manuel de procédures en interne. Leurs employés travaillent donc sans aucune boussole, rendant ainsi très difficile toute mission d'évaluation ou d'audit en cas de mauvaise gestion signalée par les sociétaires. Lors des assemblées générales, les sociétaires devraient imposer à leurs dirigeants de caisses de microfinance, l'adoption d'un manuel de procédures pour l'exercice en cours. Cela éviterait les nombreuses improvisations de gestion que nous constatons encore dans ce secteur jusque-là

### **La définition des Critères d'Acceptation des Actifs Risqués (CAAR)**

L'instauration de ce mode de gestion de crédit s'est révélée très efficace dans plusieurs pays déjà. Toutes les IMF devraient de nos jours se doter de Critères d'Acceptation des Actifs Risqués (CAAR) pour tous les produits financiers qu'elles offrent à leurs clientèles. Il faut entendre par CAAR, des critères bien élaborés, auxquels les responsables chargés d'octroyer les crédits dans l'IMF, se référeront obligatoirement lors de l'analyse des dossiers de demande de prêt constitué par les sociétaires. Les CAAR pourraient par exemple faire ressortir :

- les caractéristiques des emprunteurs éligibles
- l'objet du crédit sollicité le type de prêt
- le montant du crédit demandé
- le taux d'intérêt à appliquer
- les niveaux d'approbation
- le délai de remboursement du crédit
- les garanties à exiger

L'étude du dossier de crédit

Toute demande de crédit devrait être assujettie à la constitution d'un dossier de demande de crédit. Ce qui n'est pas souvent le cas dans nos IMF. Celles qui s'évertuent à appliquer cette disposition de gestion transparente sont tout de suite taxées de trop exigeantes et semblables à des banques. Mais c'est justement ce genre de dispositions apparemment très rigides qui permettent à ces catégories d'IMF d'exister encore et de se faire même financer par d'autres banques de la place. Un dossier de crédit peut par exemple comporter :

- une demande de crédit rédigée par le sociétaire et adressée au directeur de l'IMF
- des documents permettant d'identifier parfaitement le demandeur
- les résultats d'une étude de faisabilité (Business Plan) démontrant la rentabilité et la solvabilité du projet à financer par l'IMF
- la description du plan de remboursement souhaité par le sociétaire
- la présentation de certaines garanties pour couvrir une éventuelle insolvabilité du sociétaire

La clientèle analphabète pourrait avoir du mal à produire un business plan, dans ce cas, il conviendra à chaque IMF de prévoir des plans d'affaires clés en main, que les agents de crédits

Rempliront au cours d'un entretien avec les sociétaires ne sachant ni lire ni écrire.

L'analphabétisme ne les empêchant pas de maîtriser la rentabilité de ce qu'ils veulent ; entreprendre grâce au financement sollicité. Le dossier de crédit devra être minutieusement analysé selon la procédure adoptée en interne par l'IMF en respectant tous les niveaux de décision. A ce niveau il conviendrait parallèlement à cela de mener une étude aussi sur le terrain ; afin de vérifier les informations fournies par le postulant, et aussi de recueillir toutes formes de données supplémentaires pouvant faciliter l'analyse du dossier. L'analyse du dossier de crédit permettra de ressortir :

La rentabilité du projet : est-ce que ce projet génère des bénéfices annuels et permet d'atteindre les objectifs que le sociétaire s'est assignés ?

La solvabilité du projet : est-ce que les résultats financiers dégagés par ce projet lui permette de rembourser dans les délais requis la somme empruntée et les intérêts qui y sont greffés ?

La pérennité du projet : est-ce que ce projet dure dans le temps ? Est-ce que les besoins à satisfaire mentionnés par ce projet existeront encore au moment de la mise à disposition du prêt au sociétaire ?

La solidité des garanties : est-ce que les garanties présentées par le postulant permettront rapidement à l'IMF de facilement entrer en possession de la somme d'argent prêtée ? Quelle sera dans un avenir proche, la valeur du bien présenté comme garantie ?

### **La mise en place du crédit**

L'une des erreurs très souvent commise par les IMF, c'est d'accorder le financement au postulant, avant même de vérifier l'existence et la valeur actuelle des garanties brandies par celui-ci. Cette méthode est fortement déconseillée. Il convient plutôt de vérifier d'abord l'effectivité des garanties. Aussi le problème de compétence se pose au niveau des instances de décisions chargées de la mise en place du prêt. Il s'agit très souvent des comités de crédit qui certaines fois comportent des membres n'ayant aucune connaissance en matière de gestion financière, et sont tout de suite prêts à octroyer un crédit à n'importe quel sociétaire, pourvu que ce dernier ait des affinités avec eux. A ce niveau, plusieurs spécialistes en gestion des IMF recommandent que les comités de crédits soient composés de personnes maîtrisant les questions économiques et financières, mais aussi de personnes n'étant pas forcément issus du domaine financier mais qui sont tout de même aptes à analyser un projet à sa juste valeur, et à prendre des décisions d'investissement qui seraient bénéfiques tant aux sociétaires qu'à l'IMF.

### **Le suivi du crédit**

Le crédit ayant été mis à la disposition du sociétaire, un suivi du remboursement s'impose à l'IMF. L'emprunteur, après avoir signé le contrat avec l'IMF, s'engage ainsi à respecter l'échéance qui lui a été accordée. Le suivi des crédits peut être individuel, ou peut porter sur l'ensemble du portefeuille de crédit. L'un des instruments le plus utilisé en matière de gestion de portefeuille de crédits au niveau des IMF est la balance âgée. Cette balance permet de représenter à travers un tableau, l'ensemble des sociétaires ayant bénéficié d'un crédit, le délai de remboursement qui leur incombe, les remboursements déjà effectués, et les remboursements à percevoir.

En cas de défaillance de l'emprunteur, les responsables de l'IMF se devront de réagir très rapidement au risque de voir leurs prêts octroyés se muer en créances irrécouvrables. Us s pourront par exemple procéder à un rappel au client que l'échéance est presque à son terme, aussi un rééchelonnement de la dette de leur client peut être envisagé si le client montre sa bonne foi de remboursement. L'on pourra aussi recourir à un huissier de justice pour un : recouvrement plus efficace. Néanmoins, face à des difficultés persistantes de recouvrement, il serait plus prudent pour les gérants des IMF de passer des provisions au niveau de leurs écritures comptables.

### **Paragraphe 3 Méthodologie de recherche**

Pour mener notre étude, nous aurons à adopter certaines démarches méthodologiques à savoir la revue documentaire, les enquêtes, le dépouillement des données, les outils d'analyses et les techniques de vérification des hypothèses.

#### **A- La revue documentaire**

Elle désigne à la fois une méthode de travail scientifique. Elle nous a permis de réaliser la revue de littérature. Dans un premier temps, elle consiste dans le cadre de notre étude à consulter des ouvrages généraux, des mémoires,

rapport de stages, cours et divers documents traitant des réalités théoriques de l'analyse des services financiers des IMF. Dans le second temps elle est basée sur l'exploitation des rapports d'activité de la CLCAM BOHICON. Elle nous a permis de donner une orientation précise à notre étude. Dans cette étude, la méthodologie adoptée permet de faire une analyse descriptive pour analyser les services financiers des IMF.

- **La collecte des données**

La collecte des données constitue la première étape de toute analyse après avoir précisé problème, définir la problématique et fixé les hypothèses, elle vise à rassembler de données, et plus généralement des informations pour les mettre en forme dans une organisation, Il s'agit ici d'exploiter les rapports d'activité des trois dernières années afin de faire ressortir les informations ayant traités à notre sujet d'étude.

- **Entretien avec le personnel de la CLCAM BOHICON**

On peut aussi définir l'entretien comme étant une interaction essentiellement verbal préalablement posé (plus ou moins formellement). C'est notamment cette caractéristique qui différencie l'entretien d'une discussion baie ou d'un échange à bâton rompus. Ainsi, nous avons adressé un guide d'entretien au personnel de la structure (voir annexe).

- **L'analyse des résultats**

l'analyse et l'interprétation des résultats constituent l'étape qui permet la comparaison quantitative ou qualitative des différentes solutions envisagée sur une base rationnelle, il est donc essentiel que le chercheur se fonde sur une approche systématique et rigoureuse parmi les tâches accompli par le chercheur, cette étape est sans doute celle qui fait le plus appel à ces connaissance technique et sa rigueur scientifique puisque que c'est à partir des résultats qu'il tire ces conclusions, il est impératifs de documenter non seulement les résultats eux même, mais aussi la façon dont il son étés obtenus. L'interprétation des

résultats doit également être explicitée, puisqu'il s'agit de la source même des conclusions et des recommandations.

Pour présenter les données collectées, nous devons utiliser ici les tableaux qui ont servi à des regroupements synthétiques d'information ainsi que des diagrammes circulaire, des histogrammes qui sont des représentations graphiques de l'évolution des données.

- **Technique de vérification des hypothèses**

Les hypothèses seront vérifiées dans les conditions ci-après

Pour l'hypothèse n°1 qui stipules que « Les produits financiers de la (CLCAM BOHICON. Entraînent un faible niveau d'épargne», nous utiliserons le tableau I et le graphique 1 afin d'étudier l'évolution des dépôts collectés sur ces dernières années. Elle sera rejetée si le taux de croissance des cotisations à une tendance haussière et confirmées si ce taux est décroissant.

Pour l'hypothèse n°2 qui stipule que « Le secteur tertiaire participe plus à la mobilisation de l'épargne à la CLCAM BOHICON», nous utiliserons le tableau V et le graphique 3 pour étudier la part du secteur tertiaire dans la clientèle globale. A ce niveau seul les comptes DAV, EL et la tontine seront utilisés car le dépôt à terme et l'épargne bloquée ne disposent pas d'au moins 300 clients et donc n'atteint pas notre échantillon. Si cette part est plus importante dans la clientèle par rapport au secteur primaire et secondaire, l'hypothèse sera confirmée et rejetée dans le cas contraire.

**CHAPITRE II :**  
**PRESENTATION DES DONNEES DE L'ETUDE,**  
**ANALYSE DES RESULTATS ET**  
**RECOMMANDATION**

Le présent chapitre comporte la présentation des résultats, l'analyse des résultats, la vérification des hypothèses et nos suggestions.

## **SECTION 1 : PRESENTATION DES RESULTATS**

Ce paragraphe est consacré à la présentation des résultats issus de l'entretien avec le personnel ainsi que ceux issus de la consultation des rapports d'activités

### **Paragraphe 1. Présentation des résultats issus de l'entretien avec le personnel**

L'obtention des données complètes dans une recherche exige l'utilisation d'outils aussi fiables que possible pour la collecte des informations dont on a besoin. C'est ce qui nous a amené à adresser un même guide d'entretien au personnel de la CLCAM BOHICON.

De l'entretien que nous avons eu avec le personnel de l'institution, nous avons constaté que la CLCAM BOHICON tout comme les IMF a pour principale activité l'octroi de crédit car c'est ce dernier qui la nourrit, néanmoins il est rendu possible grâce à l'épargne. En effet la satisfaction des demandes de crédits se fait sur la base des épargnes mobilisées en respectant bien sûr le taux fixé par la loi c'est-à-dire les taux 70%. La CLCAM BOHICON a pour principale cible les femmes qui ont une activité génératrice de revenus et qui expriment des besoins de financement, c'est d'ailleurs ce qui explique la forte présence des revendeuses dans la clientèle de la structure. Par ailleurs il importe de noter que les gros épargnants de la structure détiennent une partie assez importante de l'épargne globale soit] 60,99%t des dépôts collectés en fin 201jC des stratégies de fidélisation interne ont été développés en faveur de ces clients, nous en voudrions pour preuve la visite à domicile pour encourager le client, la distribution des agendas à la fin de l'année, l'accueil privilégié fait à ceux-ci, accompagnement par des crédits. Les difficultés que rencontre la structure dans

la mobilisation de cette épargne sont multiples notamment la concurrence et la réticence de la Population depuis la crise ICC service.

## **Paragraphe 2: Présentation des résultats issus de la consultation des rapports d'activités**

### **1.2.1. L'évolution des dépôts de 2013 à 2015**

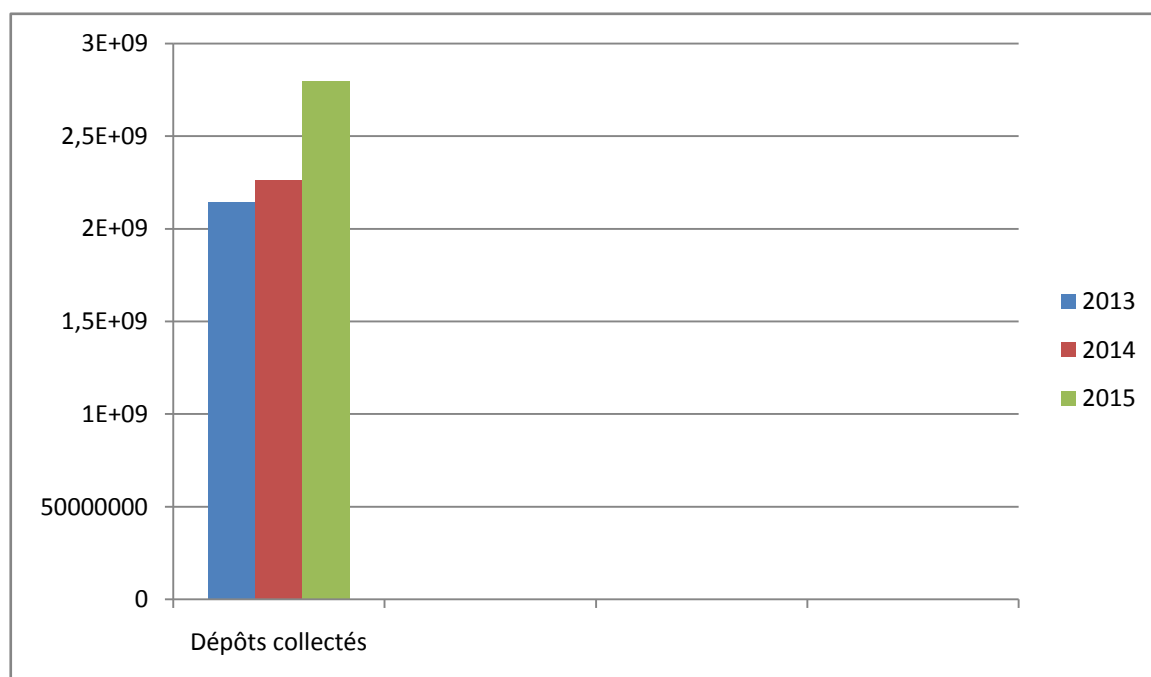
Le niveau de mobilisation de l'épargne à CLCAM BOHICON se traduit par l'évolution ou la croissance du chiffre d'affaire. Le tableau suivant ci-dessous présente l'évolution des dépôts de 2013 à 2015

**Tableau II: Présentation de l'évolution des dépôts de 2013 à 2015**

Grandeur	Années		
	2013	2014	2015
<b>Dépôts collectés</b>	2140521155,48	2.262435664,78	2800169466,58

**Source :** Rapport d'activité de la CLCAM Bohicon

**Graphique 1 : Evolution des dépôts collectés de 2013 à 2015**



**Commentaire** : A lecture du tableau ci-dessus, nous constatons que les dépôts collectés en 2013 sont de 02 milliards cent quarante millions contre 22

milliards deux cent soixante deux millions en 2014 soit une augmentation de 5,70. En 2014 elle est passée à 02 milliards huit cent millions soit une augmentation de 23,78%. Le taux de croissance de l'épargne collectés est bien élevé et montre que la structure à une bonne politique de mobilisation de l'épargne

Nous complétons ici le graphique pour montrer de façons plus détaillées la variation de l'épargne collectée sur les trois (03) années couvertes par notre étude

#### Etude de la préférence des clients

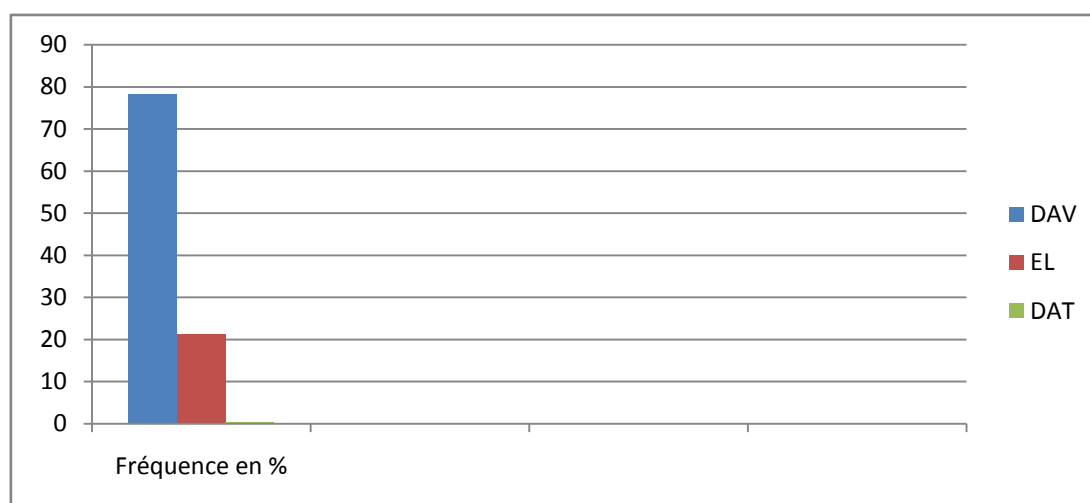
Le Tableau ci-dessous présente la répartition des clients par type de compte

**Tableau III : Répartition des clients par type de compte**

Produit	Dépôt a vue (DAV)	Epargne sur livret (EL)	Dépôt à terme (DAT)	Total
Effectifs	95300	25996	469	121765
Fréquence en %	78,26	21,35	0,39	100

**Source:** Rapport d'activité de la structure

**Graphique 2 : Répartition détaillée des clients par type de compte**



**Commentaire :** le tableau et le graphique ci-dessus montrent que la majorité des clients de la CLCAM BOHICON est plus intéressé par la tontine et

le compte DAV, Selon les résultats issus de l'entretien avec le personnel de la structure, ses deux comptes participent plus à la mobilisation de la clientèle car ils permettent aux clients de bénéficier d'un crédit. Néanmoins le compte EL regroupe une partie non négligeable de la clientèle, cette participation importante de ce type de compte s'explique selon le personnel par l'intérêt de 3% annuel qu'il fait bénéficier aux clients. Les comptes EB et DAT participent faiblement à la mobilisation de clientèle mais sont importants aussi bien pour la structure que pour l'économie nationale presque la totalité des fonds qu'ils mobilisent peut être recyclée en crédit.

### 1.2.2. Répartition des clients par secteur d'activité

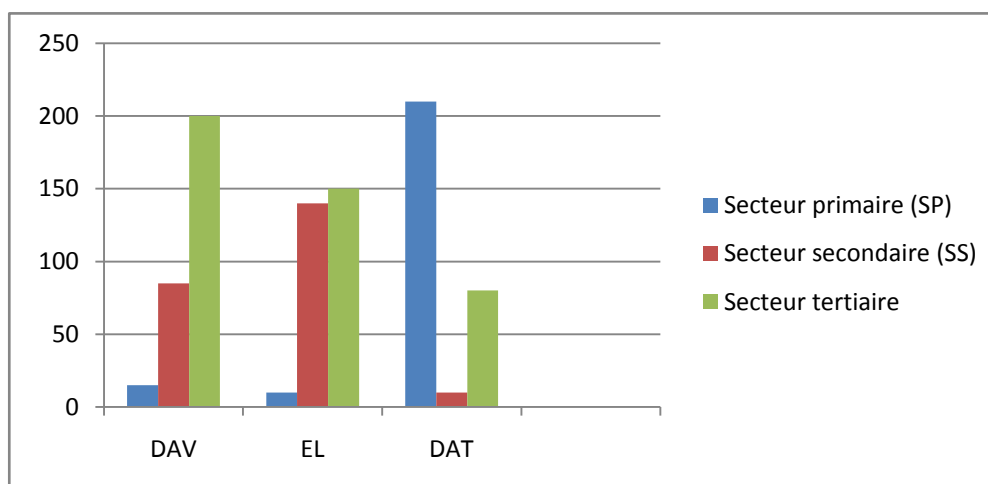
Le tableau ci-dessous nous présente la répartition des clients par secteur d'activité échantillon de 300 clients sur les comptes DAV, EL, et DAT

**Tableau IV : La répartition des clients par secteurs d'activité**

	Secteur primaire (SP)	Secteur secondaire (SS)	Secteur tertiaire	Total
DAV	15	85	200	300
EL	10	140	150	300
DAT	210	10	80	300

**Source :** Rapport d'activité de la structure

### **Graphique 3 : Répartition graphique des clients par secteur d'activité**



**Commentaire :** De l'analyse du graphique et du tableau, on constate que le secteur qui mobilise plus de client à la CLCM Bohicon est le secteur tertiaire. De l'entretien avec le personnel il ressort que ce secteur regroupe autant de clients à cause des commerçants qui y trouvent une mesure de sécurité et également la possibilité de bénéficier des avantages de la structure pour faire prospérer leurs activités.

### Evolution des résultats d'exploitations (RE)

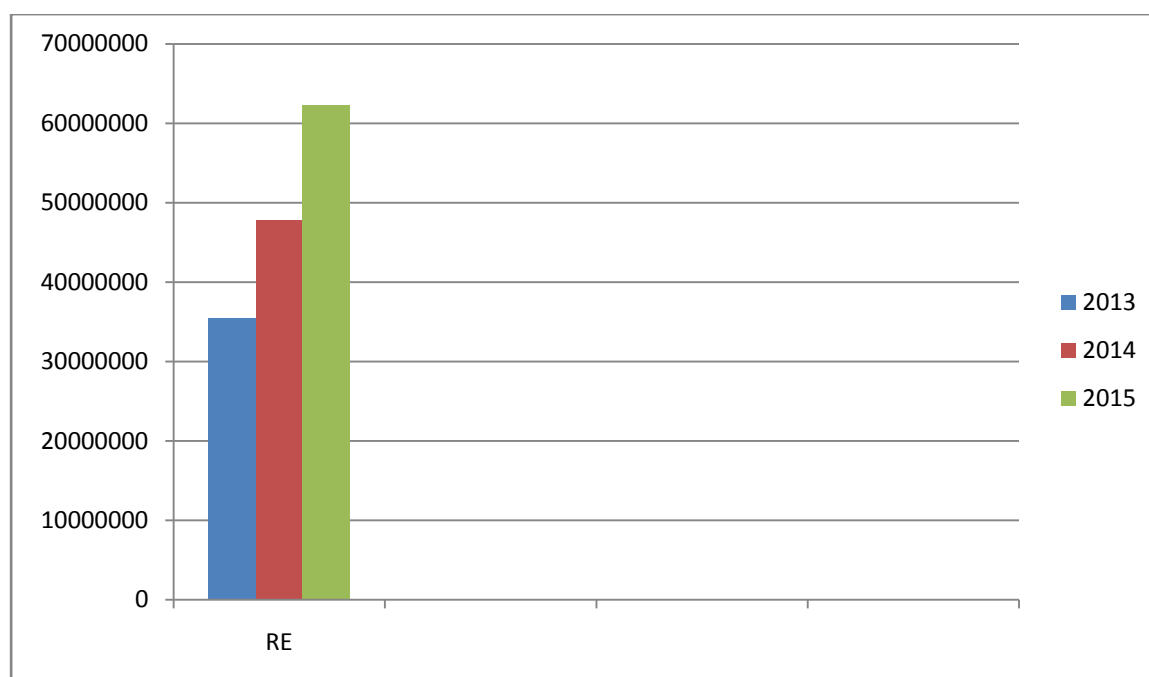
Le tableau ci-dessous présente la situation nette de la structure en matière de profit sur l'ensemble des comptes

**Tableau V :** Présentation de la situation nette de structure

Années	2013	2014	2015
RE	354719964,29	477426081,02	623443541,35

**Source :** Rapport d'activité de la structure

**Graphique 4 :** Présentation graphique de la situation nette de la structure



**Commentaire** : De ce tableau, nous remarquons la croissance de profit réalisée par la structure ces trois (03) dernières années. Elle s'explique selon le personnel par l'affluence des clients sur le compte DAV et le compte sur livret, les quel permettent à la structure de bénéficier des frais de tenue de compte. Cette forte présence des clients sur ces comptes est provoquée par la possibilité qu'offrent ces deux (02) comptes d'avoir de crédit.

Présence des clients sur ces comptes est provoquée par la possibilité qu'offrent ces deux (02) comptes d'avoir de crédit.

## **SECTION 2 : ANALYSES DES RESULTATS ET SUGGESTION**

Cette section est consacrée à l'analyse des résultats présentés dans la section 1 ainsi que nos suggestions

### **Paragraphe 1 : Vérification des hypothèses**

Dans ce paragraphe, nous procéderons à la vérification des hypothèses émises dans le paragraphe 1 du premier chapitre.

#### **A- Vérification de l'hypothèse N°1**

A l'issu de l'analyse des résultats liés à l'évolution du niveau d'épargne mobilisée à la CLCAM BOHICON (tableau 1), nous avons constaté que entre 2012 et 2013 le taux d'épargne enregistré par la structure a connu une augmentation de 5,70 % et entre 2013 et 2014, il est passé à 23,789 % . De plus il ressort : l'entretien avec le personnel que le nombre de client a nettement augmenté ces dernières années et a atteint 12175 clients en fin 2015

Nous retenons donc que le chiffre d'affaire de la CLCAM BOHICON connaît une augmentation et pourra atteindre un niveau jugé souhaitable.

De toutes ces analyses l'hypothèse N°1 qui stipule eue « Les produits de l'institution ne favorisent pas l'obtention d'un niveau d'épargne jugé satisfaisant » est rejetée

## **B- Vérification de l'hypothèse n°2**

De l'analyse du tableau V nous remarquons qu'en fin 2015 le secteur tertiaire représente 70% des clients détenant un compte DAY ; 59,55% de ceux détenant un compte EL. Cette situation s'explique selon le personnel par la forte présence des revendeuses qui désirent en majorité avoir un crédit grâce aux comptes DAV. Des trois graphiques, nous retenons également que le secteur secondaire regroupe également une partie non négligeable de la clientèle à cause de l'intérêt qu'il génère aux clients.

Ainsi, des résultats issus du tableau IV et des graphiques, il ressort que l'hypothèse n°2 qui stipule que « Le secteur tertiaire participe plus à la mobilisation de l'épargne à la CLCAM BOHICON » est confirmée.

### **Paragraphe 2: Recommandation**

De nos différentes analyses et compte tenu des résultats obtenus, nous avons remarqué que la CLCAM BOHICON participe assez à la mobilisation de l'épargne au Bénin.

Néanmoins, une amélioration de la procédure est envisageable si elle veut dans le coût même parvenir à satisfaire toutes les demandes de crédits adressées à elle. Ainsi nous suggérons de :

Faire bénéficier les gros épargnants : d'un intérêt forfaitaire afin de les encourager à plus épargner.

Accélérer le dossier d'agrément afin de l'obtenir dans un bref délai. Il permettra de faire des actions publicitaires pour attirer de nouveaux clients.

Octroyer des primes d'incitation aux agents promoteurs afin de les encourager à plus faire la prospection sur le terrain.

Revoir à la baisse le dépôt minimum exigé sur les comptes DAV et EL à l'ouverture lequel s'élève à trois mille (3000) pour les personnes physiques et à cinq mille (5000) pour les personnes morales. Cette réforme permettra même aux populations les plus vulnérables d'avoir un compte épargne.



**CONCLUSION**

Le but fondamental de cette étude a été de déterminer le secteur qui mobilisent plus d'épargne et de trouver les politiques à adopter afin d'inciter les autres secteurs à la mobilisation de l'épargne. Les pays de l'UEMOA plus précisément le Bénin évoluent dans un environnement intégré à travers la BCEAO. Les objectifs de cette union viennent notamment à renforcer la coopération entre les Etats membres et de faciliter les conditions d'un développement accentué sur la libre circulation des personnes, des biens et services afin de participer à l'économie des dits pays. Cette participation ne sera effective que si les coopératives d'épargne et de crédit mobilisent plus d'épargne et augmentent leur surface financière. Le développement économique suppose donc un investissement qui implique au préalable l'existence d'une épargne et pouvoir contribuer efficacement au financement de l'économie.

Au terme de notre étude consacrée à l'analyse des services financiers des IMF : cas de l'épargne dans CLCAM BOHICON, nous sommes parvenus à la conclusion que la CLCAM BOHICON en tant qu'entreprise privée et institution financière non bancaire, est une entité ayant essentiellement pour vocation la collecte de l'épargne publique et pour obligation réglementaire, statutaire ou institutionnelle de faire fructifier l'épargne mobilisée. Pour mener à bien cette mission, elle place les dépôts collectés; met les agents économiques.

De cette étude, nous pouvons affirmer que la CLCAM BOHICON adopte des stratégies assez efficaces dans sa procédure de mobilisation de l'épargne ce qui explique la croissance de l'épargne enregistrée ces trois (03) dernières années. Il est également important de noter la forte présence du secteur tertiaire dans la clientèle de l'institution. Mais la structure ne développe pas de nouveaux produits pouvant inciter les secteurs primaires et secondaires à plus épargner. Cette limite pourrait avoir un effet négatif sur la capacité de financement de la structure et donc influencer négativement l'économie nationale.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AFFOGLOLO I. et ALAVO N. B : « problématique de mobilisation de l'épargne par les CLCAM
- GAZES B. (1967) ; la vie Economique éd. Armand câlin, paris
- CNUCE (2007), le développement Economique en Afrique, un Genève
- Conseil d'Analyse Economique (2011) « l'économie béninoise (2006-2010) »
- Edmond A. : L'épargne et l'épargnant, Dunod, Paris1967.
- Franco M. théorie du cycle de vie (1953-1954) Italie.
- Giordano D "La propension à l'épargne des ménages", Arnaldo Mauri (éd),La mobilisation de l'épargne des ménages: un instrument de développement, Giuffrè, Milan, 1973.
- Leiart M (2005), de la finance informelle à la micro-finance, ed des archives contemporaines et sociales. Ed présence africaine, paris Mémoire de maîtrise FASEG/UAC (2001-2002) Mémoire de master ENEAM/UAC (2006),
- Narcisse S « étude et analyse du risque de crédit dans une institution de microfinance : cas de PADME/ BENIN »
- Nsumbu Kiade (2002) « déterminant de la part des revenus des ménages consacrée aux dépenses alimentaires dans la cite de MBANZA-NGUNGU, T.F.C, FASEG/U.K, MBANZA NGUNGU
- Prof LANHA M & Dr HONORAT S, note de cour d'économie de développement (2015) Schumpeter et et Kondratieff (1923) dans leur théorie des « cycles de la croissance»,

## ANNEXES 1

### GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AU PERSONNEL

Nom :

Prénom :

Qualité :

1- Quelle est la principale activité de la CLCAM BOHICON ?

.....

2- Quelles sont les difficultés auxquelles vous être souvent confrontés dans la mobilisation de l'épargne ?

.....

3- Par quels moyens arrivez-vous à satisfaire les demandes de crédits ?

.....

4- Comment expliquez-vous la forte présence des revendeuses dans votre clientèle ?

.....

5- Entre DAV, EL, EB, DAT, quel est le produit se révèle plus bénéfique pour la structure que les autres ?

.....

6- A combien évaluez-vous le nombre des épargnants et quelle est leur part dans l'épargne globale de la structure ?

.....

7- Quelles sont les politiques développées par la structure pour fidéliser les gros épargnants ?

.....

Merci à vous

## Annexe 2

### SITUATION DE SYNTHESE DES EPARGNANTS EN DECEMBRE 2013

TYPE D'ADHERENT : TOUS GESTIONNAIRE : TOUS

TYPE DE COMPTE : TOUS AUTRE STATU1 : TOUS

DEVISE : FCFA AUTRE STATUT 2 : TOUS

PRODUIT D'EPARGNE	NOMBRE TOTAL D'EPARGNE	MONTANT TOTAL D'EPARGNE
-------------------	---------------------------	----------------------------

#### TYPE DE CLIENT : GROUPE

DEPOT A VUE	75	11.811.050
EPARGNE SUR LIVRET	106	37.278.728
EPARGNE BLOQUEE	3	2.804.204
DEPOT DIVERS A VUE	8	1.448
DEPOT DE GARANTIE	43	5.062.500
TOTAL PAR : GROUPE	237	56.988.384

#### TYPE DE CLIENT : INDIVIDU

DEPOT A VUE	512	17.696.086
EPARGNE SUR LIVRET	487	43.766.826
EPARGNE BLOQUEE	33	7.037.862
DEPOT DIVERS A VUE	36	35.621
DEPOT DE GARANTIE	145	20.819.500
DEPOT DU PERSONNEL	4	51.210
TOTAL PAR : INDIVIDU	1434	95.600.540

#### TYPE DE CLIENT : ENTREPRISE

DEPOT A VUE	9	44.310
EPARGNE SUR LIVRET	11	5.923.852
EPARGNE BLOQUEE	1	8.478.850
DEPOT DIVERS A VUE	1	2
DEPOT DE GARANTIE	2	900.000
TOTAL PAR : ENTREPRISE	26	15.527.014
TOTAL GENERAL	1697	168.115.938

### Annexe 3

#### SITUATION DE SYNTHEME DES EPARGNANTS EN DECEMBRE 2014

TYPE D'ADHERENT : TOUS GESTIONNAIRE : TOUS

TYPE DE COMPTE : TOUS AUTRE STATU1 : TOUS

DEVISE : FCFA AUTRE STATUT 2 : TOUS

<b>PRODUIT D'EPARGNE</b>	<b>NOMBRE TOTAL D'EPARGNE</b>	<b>MONTANT TOTAL D'EPARGNE</b>
--------------------------	-----------------------------------	------------------------------------

#### TYPE DE CLIENT : GROUPE

DEPOT A VUE	59	19.732.187
EPARGNE SUR LIVRET	116	40.141.995
EPARGNE BLOQUEE	3	105.304
DEPOT DIVERS A VUE	16	21.290
DEPOT DE GARANTIE	14	299.000
<b>TOTAL PAR : GROUPE</b>	<b>210</b>	<b>63.086.226</b>

#### TYPE DE CLIENT : INDIVIDU

DEPOT A VUE	598	21.732.187
EPARGNE SUR LIVRET	523	48.070.598
EPARGNE BLOQUEE	36	13.583.289
DEPOT DIVERS A VUE	63	37852
DEPOT DE GARANTIE	147	17.100.000
DEPOT DU PERSONNEL	8	19.292
<b>TOTAL PAR : INDIVIDU</b>	<b>1668</b>	<b>106.969.030</b>

#### TYPE DE CLIENT : ENTREPRISE

DEPOT A VUE	10	939.120
EPARGNE SUR LIVRET	11	7.588.568
EPARGNE BLOQUEE	1	11.005.438
DEPOT DIVERS A VUE	1	2
DEPOT DE GARANTIE	1	300.000
<b>TOTAL PAR : ENTREPRISE</b>	<b>27</b>	<b>20.110.708</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1905</b>	<b>190.165.964</b>

## Annexe 4

### SITUATION DE SYNTHEME DES EPARGNANTS EN DECEMBRE 2015

TYPE D'ADHERENT : TOUS GESTIONNAIRE : TOUS

TYPE DE COMPTE : TOUS AUTRE STATU1 : TOUS

DEVISE : FCFA AUTRE STATUT 2 : TOUS

<b>PRODUIT D'EPARGNE</b>	<b>NOMBRE TOTAL D'EPARGNE</b>	<b>MONTANT TOTAL D'EPARGNE</b>
--------------------------	-----------------------------------	------------------------------------

#### TYPE DE CLIENT : GROUPE

DEPOT A VUE	43	23.752.084
EPARGNE SUR LIVRET	128	66.827.929
EPARGNE BLOQUEE	3	1.671.955
DEPOT DIVERS A VUE	16	10.535
DEPOT DE GARANTIE	9	4250.000
<b>TOTAL PAR : GROUPE</b>	<b>201</b>	<b>96.680.503</b>

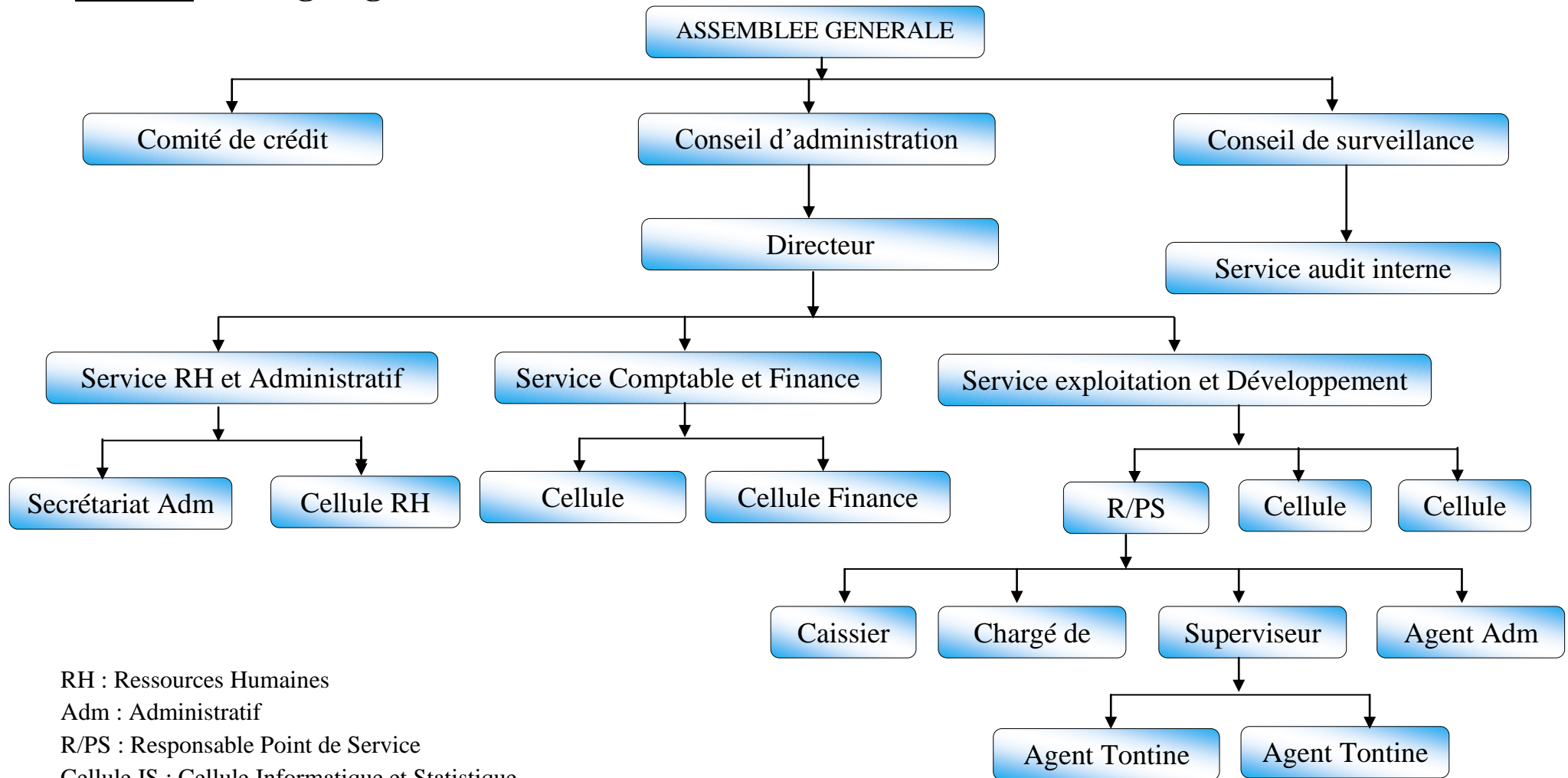
#### TYPE DE CLIENT : INDIVIDU

DEPOT A VUE	676	42.468.827
EPARGNE SUR LIVRET	570	51.219.544
EPARGNE BLOQUEE	51	9.276.729
DEPOT DIVERS A VUE	90	86.087
DEPOT DE GARANTIE	149	16.893.450
DEPOT DU PERSONNEL	8	6.142.650
<b>TOTAL PAR : INDIVIDU</b>	<b>1970</b>	<b>128.600.059</b>

#### TYPE DE CLIENT : ENTREPRISE

DEPOT A VUE	10	178.154
EPARGNE SUR LIVRET	12	12.257.473
EPARGNE BLOQUEE	1	10.719.554
DEPOT DIVERS A VUE	1	2
DEPOT DE GARANTIE	2	393.000
<b>TOTAL PAR : ENTREPRISE</b>	<b>29</b>	<b>23.601.202</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2200</b>	<b>248.881.764</b>

## **Annexe 5 : Organigramme de la CLCAM BOHICON**



Il faut noter que tous les services ne sont pas fonctionnels, les services fonctionnels sont ceux présentés dans la partie présentation de la structure.

## **Annexe: 6 LA FICHE DE SIGNALISATION**

DENOMINATION : COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT

SIGLE : CLCAM BOHICON

MISSION STATUAIRE : LUTTER CONTRE L'EXCLUSION FINANCIERE  
A TRAVERES UNE OFFRE DE PRODUCTION ET SERVICE D'EPARGNE  
ET DE CREDIT ADAPTE AUX BESOINS DES POPUTABLE DES MATIERES

a clientèle le 30/12/2015 : 121.675

Effectif du personnel en 2015 : 33

Adresse (boite postale) : BP190 BOHICON

Ville : BOHICON

Localisation géographique du siège : CLCAM BOHICON

Autre agence ou antennes Abomey, Covè, Savè..

## TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT .....	i
DEDICACE 1 .....	iii
DEDICACE 2 .....	iv
REMERCIEMENTS .....	v
LISTE DES TABLEAUX .....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES.....	vii
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	viii
SOMMAIRE.....	ix
RESUME .....	x
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE .....	4
SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL .....	5
PARAGRAPHE 1 : Présentation générale de la structure .....	5
I- HISTORIQUE.....	5
I-1- Historique du réseau FECECAM .....	5
I-2- Historique de la CLCAM BOHICON .....	5
II- VISION.....	6
III- MISSION.....	6
IV- OBJECTIFS .....	6
V- STRUCTURE ORGANISATIONNELLE .....	7
V-1 La FECECAM.....	7
V-2 La CLCAM.....	9
V-3 Le Fonctionnement de la CLCAM BOHICON .....	9
1- Les Organes de Décisions .....	9
2- L'équipe technique .....	10

3- L'Organe de Contrôle .....	11
4- Les Organes d'Exécution .....	11
VI- Les Activités et Produits de la CLCAM BOHICON .....	12
VI-1- Les produits classiques .....	12
1- Produits d'épargne .....	12
2- Produits de crédit .....	13
VI-2- Les autres produits .....	15
PARAGRAPHE 2 : Lieux de déroulement du stage et les difficultés rencontrées.....	15
I-1- Travaux effectués .....	15
I-2- Les observations de stage .....	17
SECTION 2: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE.....	18
Paragraphe 1 Cadre théorique .....	18
Paragraphe 2 Cadre méthodologique .....	21
A- Classification conceptuelle.....	21
1- L'épargne.....	22
2- Finance .....	22
3- Service financier.....	22
4- La microfinance.....	23
5- Institution de microfinance (IMF) .....	23
6- Conceptions théoriques .....	24
7- Les déterminants de l'épargne.....	24
8- Epargne et effet de démonstration selon Duesenberry .....	27
9- Déterminants de l'épargne domestique dans l'UEMOA .....	27
Paragraphe 3 Méthodologie de recherche .....	38
A- La revue documentaire .....	38
CHAPITRE II : PRESENTATION DES DONNEES DE L'ETUDE, ANALYSE DES RESULTATS ET RECOMMANDATION.....	41
SECTION 1 : PRESENTATION DES RESULTATS .....	42

Paragraphe 1. Présentation des résultats issus de l'entretien avec le personnel.....	42
Paragraphe 2: Présentation des résultats issus de la consultation des rapports d'activités .....	43
1.2.1. L'évolution des dépôts de 2013 à 2015 .....	43
1.2.2. Répartition des clients par secteur d'activité.....	45
SECTION 2 : ANALYSES DES RESULTATS ET SUGGESTION .....	47
Paragraphe 1 : Vérification des hypothèses .....	47
A- Vérification de l'hypothèse N°1.....	47
B- Vérification de l'hypothèse n°2 .....	48
Paragraphe 2: Recommandation.....	48
CONCLUSION.....	49
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	51
ANNEXES 1 .....	x
Annexe 2 .....	xi
Annexe 3 .....	xii
Annexe 4 .....	xiii
Annexe 5 : Organigramme de la CLCAM BOHICON.....	xiv
Annexe: 6 LA FICHE DE SIGNALISATION .....	xv
TABLE DES MATIERES .....	xvi